



**Stadt Biel
Ville de Bienne**

Parlamentssekretariat
Secrétariat parlementaire

9^e procès-verbal du Conseil de ville / 9. Stadtratsprotokoll

Séance du 20 août 2025 à 18h00

Sitzung vom 20. August 2025, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend :

Achermann Brice, Augsburger Dana, Benz Raphael, Boly Kady, Bord Pascal, Briechle Dennis, Bucher Juliet, Clauss Susanne, Corbaz Catherine, De Lorenzo Bryan, Eggli Roland, Francescutto Luca, Gerber Andreas, Hamdaoui Mohamed, Heiniger Peter, Kilezi Ruth, Koller Levin, Leuenberger Bernhard, Lindegger Reto, Maurer Stefan, Meier Julian, Michel Tamara, Moeschler Marie, Molina Franziska, Müller Bernhard, Paronitti Maurice, Rodriguez Ugolini Julian, Roquet Hervé, Rüber Stefan, Ryser Siri, Scherrer Jürg, Schiess Christophe, Schlup Katharina, Schlup Nina, Schneider Sandra, Schneider Veronika, Schüpbach Manuel, Schultz Moema, Sprenger Titus, Steinmann Alfred, Stöcker Manuel, Stolz Joseline, Suter Daniel, Sutter Andreas, Tonon Ariane, Urweider Vera, Varrin Océane, Weber Philippe

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt :

Berclaz Cappelletti Pascale, Buchhofer Kioutsoukis Stefan, Burri Rahel, Cacciabue Anna, Comment Rachel, Demierre Patrick, Gloor Yannick, Lehmann Caroline, Leonarz Matilda, Magnin Nadia, Müller Lukas, Wassmann Leona

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates :

Gonzalez Bassi Glenda, maire

Conseillères municipales : Frank Lena, Pittet Natasha, Tanner Anna

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat :

Feurer Beat

Présidence / Vorsitz :

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat :

Eggler Isabelle, secrétaire générale adjointe du secrétariat parlementaire

Mot de bienvenue	3
1. Approbation de l'ordre du jour	3
2. Communications du Bureau du Conseil de ville	3
3. Communications de la Commission de surveillance	3
4. Approbation des procès-verbaux (15.05.2025 / No 5, 05.06.2025 / No 6)	3
5. Élection complémentaire d'un membre de la Commission des finances.....	4
6. 20250141 Choix d'un organe de révision de droit privé pour la période 2025– 2028	4
7. 20250216 Révision totale du règlement du Conseil de ville de Bienne.....	6
Discussion de détail	7
• Art. 2 Promesse et serment	7
• Art. 6 lit. f Jetons de présence aux membres du Conseil de ville ne faisant pas partie d'un groupe parlementaire	13
• Art. 34 Motion et postulat; définition.....	15
• Art. 37 Réponses aux interventions parlementaires	16
• Art. 39 Urgence des interventions.....	17
• Art. 41 lit. a Résolutions	20
• Art. 41 lit. a (suite).....	23
• Art. 44 (nouveau) Ordre de traitement des affaires.....	24
• Art. 50 Délibération fractionnée	25
• Art. 55 et 56 Commissions consultatives	26
8. 20250210 Arrêté du Conseil de ville du 21 mars 1996 concernant le transfert de compétence quant aux engagements de cautionnement liés aux prêts de formation (RDCo 4.3.5-1.1) / Abrogation.....	33
9. 20250196 Numérisation du Parlement : plateforme pour le Conseil de ville de Bienne / Crédit d'engagement.....	34

Mot de bienvenue

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Je vous souhaite la bienvenue à cette première séance du mois d'août 2025. D'abord quelques remarques générales, vous avez reçu les informations concernant le temps de parole réduit pour le déroulement de cette séance et principalement pour l'objet concernant la révision totale du règlement du Conseil de ville de Bienne.

Sur vos tables vous trouverez les documents suivants :

- Amendements concernant la révision du Règlement du Conseil de ville
- Déroulement prévu du débat sur la révision du Règlement du Conseil de ville
- Conseil des affaires francophones (CAF) : Rapport d'activités 2024
- Flyer «Kinderbaustelle»

1. Approbation de l'ordre du jour

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Les points 14 et 23 sont reportés à la séance du Conseil de ville de septembre 2025 en raison de l'absence de Leona Wassmann et Susanne Clauss. Un point concernant l'élection d'un membre à la commission des finances est ajouté.

Avec ces modifications, l'ordre du jour est approuvé tacitement.

2. Communications du Bureau du Conseil de ville

Aucune communication.

3. Communications de la Commission de gestion

Egglar Isabelle, Stv. Generalsekretärin des Parlamentssekretariats: Die Aufsichtskommission hat die Abrechnung des Verpflichtungskredits 20250205 «Imageplus-Projekt zur Reduzierung von Sprayereien in Biel sowie flankierende Massnahmen im Infrastrukturbereich» einstimmig genehmigt.

4. Approbation des procès-verbaux (15.05.2025 / No 5, 05.06.2025 / No 6)

Les procès-verbaux sont approuvés tacitement.

5. Élection complémentaire d'un membre de la Commission des finances

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Nous passons au traitement de l'élection d'un membre à la Commission des finances afin de remplacer Monsieur Pascal Bord. Pour ce poste, Madame Varrin est proposée.

Bord Pascal, au nom du Groupe PRR : Afin de me remplacer à la Commission des finances, mon Groupe propose Madame Océane Varrin, avocate, qui sera apte à me remplacer et défendre les intérêts de notre parti au sein de cette commission.

Élection

- sur proposition du Groupe PRR est élue :

Océane Varrin

PRR

6. 20250141 Choix d'un organe de révision de droit privé pour la période 2025–2028

Sprenger Titus, Aufsichtskommission: Der vorliegende Bericht ist überschaubar. Insbesondere mit Blick auf unsere reich befrachtete Traktandenliste verzichte ich an dieser Stelle auf unnötige Wiederholungen und komme gleich auf den Punkt. Gemäss Stadtordnung (SO; SGR 1.0-1) und Finanzordnung (SGR 6.2-1) beantragt die Aufsichtskommission, die Firma PricewaterhouseCoopers (PwC) als Rechnungsprüfungsorgan für die Jahresrechnungen 2025 bis 2028 zu wählen.

Corbaz Catherine, au nom du Groupe Les Vert·e·s: Je tiens tout d'abord à remercier la Commission de surveillance pour le travail réalisé et le rendu de son rapport. Toutefois, le Groupe Alliance verte ne peut se prononcer favorablement sur la proposition de la Commission qui s'est portée sur l'entreprise PricewaterhouseCoopers (PwC) pour la révision des comptes de la Ville de Bienne. En effet, PwC fait partie des « big four » au niveau international et est spécialisé notamment dans les audits et la consultation. Nous souhaitons donc refuser cette proposition car elle ne nous paraît pas acceptable et soutenable, ceci pour différentes raisons que nous allons vous exposer ici brièvement.

Pour ceux et celles qui l'ignorent encore, PwC est une entreprise qui a été mêlée au niveau international à de multiples affaires de fraude et de corruption dont certains ont abouti à des condamnations en justice. Pour ne citer que quelques exemples, PwC a été mise en cause dans l'affaire des Panama Papers car elle a recouru à des sociétés offshores pour dissimuler de l'argent et aider les grandes fortunes à pratiquer l'évasion fiscale. Cette entreprise a été également l'auditeur de multiples banques et sociétés accusées de fraude financière et de falsification de comptes. Cette entreprise s'est également engagée dans l'aide à des oligarques russes lors de sanctions européennes permettant de transférer des sommes d'argent en dehors du pays. Il nous paraît donc inconcevable de confier à une telle entreprise le contrôle de nos finances. Cela représente potentiellement un risque, d'autant plus que PwC a déjà travaillé pour des

ville et que celles-ci ont connu des pertes financières considérables en raison notamment de la mauvaise gestion de cette entreprise.

Nous avons bien évidemment considéré la situation et nous estimons que la situation serait tout à fait abordable et surmontable pour la Ville de Bienne, si elle se retrouve sans réviseur en ce moment de l'année. Tout d'abord, la révision des comptes se fait chaque année en avril et cela nous laisse du temps pour trouver d'autres prestataires. Par ailleurs, la loi sur les marchés publics permet dans certains cas de recourir à une procédure de gré à gré autorisée par le canton de Berne, qui permettrait alors à la Ville de Bienne de procéder à une première présélection et de sélectionner trois prestataires au minimum que la Ville inviterait alors à soumettre à candidature. C'est pourquoi nous allons nous opposer à cette proposition de la Commission de surveillance.

Rodriguez Ugolini Julian, Fraktion SP/JUSO: Die Fraktion SP/JUSO wird bei dieser Vorlage nicht einheitlich abstimmen. In der Ausschreibung ist etwas nicht richtig gelaufen, wenn für eine solche Standardaufgabe nur eine Firma eine Offerte abgibt. Wir sind der Meinung, dass die Zeit für mehrere Offerten reichen sollte und vielleicht könnte auch eine regionale Lösung gefunden werden. Andererseits handelt es sich im vorliegenden Geschäft nicht um eine politische Aufgabe. Daher besteht in unserer Fraktion auch die Ansicht, dass es sich nicht lohnt, hier unnötigen Aufwand zu betreiben.

Roquet Hervé, au nom du Groupe PSR : Sur cet objet, le Groupe PSR a aussi hésité car il ne fait pas partie, non plus, des grands fans de PwC. Notre Groupe pensait qu'il n'y avait pas d'autres solutions mais, apparemment ce n'est pas encore trop tard pour faire une procédure d'invitation au gré à gré et chercher d'autres bureaux. C'est la raison pour laquelle on vous propose de refuser de confier la révision des comptes à PwC. On nous dit, dans le rapport, que c'est l'unique choix, qu'il n'y a pas d'autres solutions. C'est un symptôme d'un marché de l'audit qui est un cartel. Il s'agit des « big four » dans le modèle d'affaires et aux antipodes de l'intérêt public.

PwC est une entreprise de conseil qui est internationale. C'est aussi un architecte de l'évasion fiscale au niveau international. C'est encore une entreprise qui vend ses services. Non seulement à des entreprises privées, mais aussi aux entreprises publiques. Elle utilise ce qu'elle apprend en travaillant pour le secteur public, pour ensuite conseiller les entreprises. Donc, même s'il n'y a pas de conflit d'intérêt apparent dans le rapport parce que PwC ne travaille pas pour notre Ville, il y a un conflit d'intérêt plus fondamental au niveau de la manière de fonctionner de ce genre de cabinet d'audit. Ce choix n'est donc pas technique, il est politique. Voulons-nous vraiment mandater, pour 75'000 fr. par an, une société dont la culture et la promotion de l'évasion fiscale est son cœur de métier ? La réponse est non. On ne demande pas à un pyromane de rédiger les normes anti-incendie. Pour toutes ces raisons, le Groupe PSR vous appelle à refuser le choix de cet organe de révision et à pousser la Ville à en chercher rapidement d'autres, par procédure d'invitation au gré à gré, étant donné que nous avons encore le temps.

Heiniger Peter, PdA: Ich schliesse mich an dieser Stelle den Aussagen von Herrn Roquet an. Für mich stimmt es nicht, wenn PwC mandatiert wird. PwC hat eine schmutzige Spur hinterlassen. Von sauberen Geschäften kann zumindest kaum mehr gesprochen werden. Wir müssen nochmals über die Bücher und ich wünsche mir, dass Sie das auch nochmals überdenken.

Sprengrer Titus, Aufsichtskommission: Die Aufsichtskommission stellt ihren Antrag auf der Grundlage eines rein sachlich-technisch durchgeführten Verfahrens ohne Berücksichtigung von politisch gefärbten Kriterien oder ethisch-moralischen Aspekten. Wir haben auch keine Vorgaben oder eine Berechtigung, um in dieser Richtung vorgehen zu können. Da wir nicht PwC sind, können wir auch nicht in deren Namen sprechen und zu Vorwürfen oder Ereignissen Stellung nehmen. Für die Schweiz gilt, dass Personen und Unternehmen, die Revisionsdienstleistungen erbringen, von der eidgenössischen Revisionsaufsichtsbehörde (RAB), einer unabhängig öffentlich-rechtlichen Anstalt des Bundes mit eigener Rechtspersönlichkeit, zugelassen und beaufsichtigt werden. Dies ist auch bei PwC Schweiz und beim für uns verantwortlichen Revisor der Fall. Sie können das gerne über das Online-Register nachprüfen. Als Aufsichtskommission einer Milizbehörde vertrauen wir dieser professionellen Aufsichtsbehörde und ihren Zulassungsprüfungen wie auch ihrer Aufsichtstätigkeit. Wir halten daher an unserem Antrag fest und danken für Ihre Unterstützung.

Augsburger Dana, parteilos: PwC ist nicht nur in anderen Ländern tätig, sondern auch in der Schweiz. Wir haben auch schon Erfahrungen gemacht mit Beratungen. Ich finde, es hat uns nicht weitergebracht. Wir sollten darauf verzichten und jemanden aus der Region wählen. Die Zeit war für uns jetzt zu kurzfristig, um eine Alternative zu suchen. Wir sollten aber aus unseren Erfahrungen lernen.

Vote

Vu le rapport de la Commission de surveillance du 28 mai 2025, vu l'art. 43, al. 4, du Règlement de la Ville du 3 mars 2024 (RDCo 1.0-1) et l'art. 17 du règlement des finances (RDCo 6.2-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête** :

Sur la base de son offre du 25 février 2025, l'entreprise PricewaterhouseCoopers est retenue pour procéder à la révision des comptes 2025-2028.

7. 20250216 Révision totale du règlement du Conseil de ville de Bienne

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : La procédure est relativement simple. Nous allons délibérer et voter uniquement sur les articles contestés :

- article 2, promesse et serment
- article 6 lit. d et f, jetons de présence
- article 34, motion et postulat ; définition
- article 37, réponse
- article 39, urgence
- article 41a, résolutions
- article 44, nouveau : heure des questions
- article 55, type de commissions
- article 56, commissions consultatives

Nous partons du principe que le reste du règlement sera approuvé sans discussion.

Vous avez reçu un scénario de vote pour les articles contestés, mais je vous expliquerai au fur et à mesure comment procéder. Je me permets, à titre personnel, de vous rappeler que nous sommes ici au Plénum et non en commission. De grâce, essayez – même si je sais que vous êtes toutes et tous responsables – de mener un débat de Plénum et non une séance de commission !

Suter Daniel, Commission RRV : La révision totale du règlement du Conseil de Ville nous est pratiquement imposée par le nouveau règlement de la Ville du 3 mars 2024. La commission s'y est affairée depuis février 2024 sur la base d'un avant-projet élaboré par les services du professeur Felix Uhlmann, spécialiste du droit public et constitutionnel de l'université de Zürich. Cet avant-projet se basait pour l'essentiel sur le règlement actuellement en vigueur, tout en exprimant son contenu de manière plus concise et mieux structurée. Des dispositions actuellement encore dispersées dans d'autres règlements y sont aussi intégrées ainsi que les changements prévus par le nouveau règlement de la Ville et le droit cantonal. Le Conseil municipal, le Bureau du Conseil de ville et la Commission de gestion (nouvellement renommée Commission de surveillance) ont été entendues en procédure de co-rapport.

La Commission RSO n'ayant tout juste pas réussi à boucler l'affaire dans la précédente période législative, elle y a encore consacré deux séances supplémentaires dans la nouvelle législature, avec le résultat qui vous est soumis aujourd'hui, pour discussion et approbation. Cette proposition, consolidée par les groupes parlementaires, comporte les points sur lesquels des divergences de vues ont persisté au sein de la commission. A cela s'ajoutent les amendements proposés ces derniers jours et heures. Il s'agit donc de discuter de dix questions selon le scénario établi par le secrétariat parlementaire. Je tiens d'ailleurs à remercier le secrétariat parlementaire, notamment Monsieur Omar El Mohib, Madame Isabelle Egger et Monsieur Xavier Stern ainsi que Prof. Uhlmann, pour leur travail de fond. Dans ces circonstances, l'entrée en matière n'est logiquement pas contestée et tout est donc prêt pour un débat sur le nouveau règlement du Conseil de ville, à mener dans la joie et la bonne humeur, comme dirait notre président.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Merci beaucoup pour cette concision et ces précisions. Effectivement, l'entrée en matière n'est pas contestée, donc je pars du principe qu'il n'y a pas de discussion à ce sujet.

Discussion de détail

- **Art. 2 Promesse et serment**

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : L'article 2 qui concerne la thématique de l'assermentation, fait l'objet de plusieurs propositions. Nous allons procéder de la manière suivante :

La proposition subsidiaire de la majorité de la commission propose l'assermentation des membres du Conseil de ville et des membres du Conseil municipal. Celle-ci va être opposée au vote avec la proposition de la minorité de la commission qui demande le statu quo (assermentation uniquement des membres du Conseil de ville). La proposition gagnante sera opposée à la troisième proposition, soutenue par la majorité de la commission, qui consiste à supprimer la procédure d'assermentation.

Je pense avoir été clair et je donne la parole à Dennis Briechele, afin qu'il explique la proposition subsidiaire.

Briechle Dennis, Kommission RSO: Ich spreche für den Eventualantrag der Kommissionsmehrheit und nicht für die Kommissionsmehrheit zum Hauptantrag, welcher die Abschaffung der Vereidigung verlangt. Dazu wird anschliessend Siri Ryser sprechen. Jetzt geht es darum, wer im Fall der Beibehaltung der Vereidigung überhaupt vereidigt wird. Der Eventualantrag der Kommissionsmehrheit fordert, dass sowohl Stadtrats- als auch Gemeinderatsmitglieder vereidigt werden. Dieser Eventualantrag wird, falls die Vereidigung beschlossen wird, von der Kommission einstimmig unterstützt.

Für die Kommission RSO spricht vieles dafür, dass, falls die Vereidigung beibehalten wird, diese auch für den Gemeinderat verpflichtend ist. Der Gemeinderat ist die Regierung der Stadt Biel. Es ist die Aufgabe des Gemeinderates, demokratisch gefällte Beschlüsse von Stimmberechtigten und Parlament umzusetzen. Er ist verantwortlich für die Stadtverwaltung und als Vorsitzende der einzelnen Direktionen tragen die Gemeinderatsmitglieder eine grosse persönliche Verantwortung. Wer bereit ist, eine solche Aufgabe mit den damit verbundenen Verantwortlichkeiten zu übernehmen, für den ist es angezeigt, sich mit einem Eid oder einem Gelübde, nach bestem Wissen und Gewissen, zu verpflichten, um unsere demokratische Ordnung aufrecht zu erhalten. Verglichen mit der Verantwortung als Gemeinderat und dem damit verbundenen Einfluss, erscheint die Anforderung an die Parlamentsmitglieder weniger gross.

Im Gegensatz zu Gemeinderäten haben Parlamentarier eine grössere Narrenfreiheit. Es ist wohl kein Zufall, wie wir als Politinteressierte wahrscheinlich alle wissen, dass die Wahl eines Bundesrates, der Exekutive auf nationaler Ebene, jeweils mit einem feierlichen «Ich schwöre es» oder «Ich gelobe es» bestätigt wird. Es ist Ausdruck und Bekräftigung, die übertragene Aufgabe mit Hingabe und Gewissenhaftigkeit zu übernehmen. Falls der Stadtrat die Beibehaltung der Vereidigung beschliesst, beantragt die Kommissionsmehrheit mit dem Eventualantrag sowohl die Legislative als auch die Exekutive zu vereidigen. Merci.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Je donne maintenant la parole à Bernhard Leuenberger afin qu'il explique la proposition de la minorité de la commission.

Leuenberger Bernhard, Kommission RSO: Wir sind uns wahrscheinlich einig, dass es rein juristisch betrachtet keine Vereidigung braucht. Trotzdem vertrete ich hier die Variante mit Vereidigung. Mein Vorredner hat über Verantwortung gesprochen und ich glaube, das ist ein wichtiger Aufhänger. Wir als Stadtratsmitglieder haben eine gewisse Verantwortung, auch wenn diese sicher nicht so gewichtig ist wie beispielsweise diejenige eines Gemeinderatsmitglieds. Meiner Meinung nach ist die Vereidigung ein Ritual mit Symbolkraft, welches gerechtfertigt ist. Sie soll jedem neu gewählten Mitglied vermitteln, sein Amt gewissenhaft auszuüben.

Natürlich, wenn es nicht gewissenhaft ausgeübt wird, haben wir andere Möglichkeiten, zur Rechenschaft gezogen zu werden, das gebe ich offen zu. Wir sind ja nicht ganz frei in unserem Tun. Ich stelle ausserdem fest, dass der Parlamentsbetrieb in den letzten Jahren ein bisschen gelitten hat. Das sind meine persönlichen Eindrücke. Es ist ein bisschen ausgeartet. Manchmal mussten wir wie an einem «Jekami» zu allen möglichen Themen Vorstösse behandeln, welche eigentlich die Gemeinde gar nichts angehen. Ich finde deshalb, dass ein verbindlicher Bezug auf eine Verfassung angebracht ist. Schliesslich ist diese grundlegend für unser Staatswesen und definiert, was unser Staat ist und wie er funktioniert. Föderalismus sowie Gewaltenteilung auf den verschiedenen Stufen von Bund, Kanton und Gemeinden sind grundlegend. Die

Vereidigung verleiht der Auseinandersetzung darüber ein gewisses Gewicht, bevor die Tätigkeit im Parlament aufgenommen wird. Ich messe dem Ritual der Vereidigung eine gewisse Bedeutung bei und wäre sehr froh darüber, diese beizubehalten.

Uns liegt der Eventualantrag der Kommissionsmehrheit vor, der nicht nur den Stadtrat in die Pflicht nehmen will, sondern auch den Gemeinderat. Da bin ich persönlich dagegen. Warum? Wir diskutieren über die Geschäftsordnung des Stadtrats von Biel und nicht über diejenige des Gemeinderats. Wir müssen uns nicht darum kümmern, ob der Gemeinderat auch vereidigt werden soll oder nicht. Das soll allenfalls an einem anderen Ort geregelt werden, aber nicht in der Geschäftsordnung des Stadtrats. Kurz vor der Sitzung habe ich ein Statement erhalten von Herrn Professor Uhlmann. Er sagt, dass wir dies an sich hier regeln können. Er verbindet dies aber auch mit gewissen Risiken und ist nicht ganz sicher, ob das überhaupt möglich ist. Lassen wir die Vereidigung doch einfach so, wie sie bisher war und regeln sie für die Stadtratsmitglieder. Ich bitte Sie, der Kommissionsminderheit zu folgen.

Gonzalez Vidal Bassi Glenda, Maire : Le Conseil municipal a discuté de l'opportunité d'intervenir dans ce débat, étant donné que nous parlons ici du règlement du Conseil de ville et nous ne souhaitons pas interférer. Toutefois, nous avons fait, dans le cadre de la procédure de co-rapport, nos remarques concernant certains articles qui touchaient le Conseil municipal. Nous avons donc décidé d'intervenir à ce titre sur les articles concernant ou étant directement en lien avec le Conseil municipal. L'article 2 en fait partie étant donné que nous parlons ici effectivement, comme l'a souligné Monsieur Leuenberger, du règlement du Conseil de ville. A notre sens et selon l'avis de la chancellerie, il n'est pas pertinent d'associer le Conseil municipal à cet article étant donné que sa compétence doit être réglée dans un autre document qui serait, comme l'a dit Monsieur Leuenberger, le règlement de la Ville de Bienne.

Nous pensons aussi que cela heurterait la systématique juridique car normalement, on ne fonctionne pas en mélangeant les niveaux. Si on intègre le Conseil municipal dans cet article, cela contrevient en fait à une systématique. C'est pourquoi, nous vous proposons de suivre la proposition de la minorité de la commission pour ce premier vote et après vous êtes libres de décider pour le second vote.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Nous allons donc pouvoir passer au premier vote. Je rappelle que si vous votez « oui », cela veut dire que vous suivez la proposition subsidiaire et si vous votez « non », vous refusez cette proposition subsidiaire et vous acceptez donc, dans un premier temps, la proposition de la minorité de la commission.

Vote

Opposition à la proposition subsidiaire de la majorité de la commission (assermenter les membres du Conseil de ville et du Conseil municipal) à la minorité de la commission (maintenir l'assermentation des membres du Conseil de ville uniquement).

La proposition subsidiaire l'emporte et est acceptée.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Nous allons donc passer au débat sur la proposition de la majorité de la commission, qui consiste à supprimer

l'assermentation. Je passe la parole à Madame Siri Ryser pour expliquer cette proposition.

Ryser Siri, Kommission RSO: Die Kommissionsmehrheit will die Vereidigung für Parlamentsmitglieder abschaffen. Dabei stützt sie sich auf die Forderung der erheblich erklärten Motion von Alfred Steinmann (Motion 20160030, «Abschaffung der Vereidigung von Stadtratsmitgliedern»). Seit der Totalrevision des kantonalen Gemeindegesetzes (BSG 170.11) ist die Vereidigungspflicht aufgehoben. Eine Vereidigung ist nur noch in Biel geltende Praxis, alle anderen Parlamentsgemeinden haben die Vereidigung bereits abgeschafft. Der Kanton schreibt die Vereidigung für Parlamentsmitglieder nicht mehr vor und auch der Gemeinderat von Biel muss sich nicht vereidigen lassen. Im Sinne der Gleichbehandlung wurde ein entsprechender Vorstoss, welcher die Wiedereinführung der Vereidigung von Gemeinderatsmitgliedern forderte, vom Stadtrat 2015 deutlich abgelehnt. Vor diesem Hintergrund ist die Abschaffung in Biel sowohl historisch verständlich wie auch institutionell gerechtfertigt. Sie entspricht dem aktuellen kantonalen Rahmen, folgt dem demokratischen Wandel hin zur formalen und weniger religiös geprägten Kultur und schafft Einheit zwischen Exekutive und Legislative. Gemäss bundesrechtlicher Rechtsprechung hat die Vereidigung lediglich symbolischen Charakter. Eine Aufhebung ändert nichts an der Verpflichtung der Gewählten, ihr Amt sorgfältig und im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen auszuüben. Die Kommissionsmehrheit hält die Abschaffung der Vereidigung für eine folgerichtige und zeitgemässe Regelung und bittet Sie, dem Antrag zu folgen.

Corbaz Catherine, au nom du Groupe Les Vert·e·s: Je suis un peu surprise de me retrouver ici et de vouloir défendre un rituel. En bonne rebelle que j'étais quand j'étais jeune, je ne pouvais pas imaginer de faire de la politique et pourtant je suis ici et je vais défendre cette question du rituel. Pourquoi ? C'est un concept qui peut sembler désuet et un peu actuel. La preuve, visiblement, la plupart des communes en Suisse ne pratiquent plus ce rituel. Je me suis demandé pourquoi, tout d'un coup, j'avais envie de défendre ce point. J'ai envie de le défendre, parce que je suis une nouvelle venue au Conseil de Ville et qu'en janvier, lorsque je me suis assise là pour la première fois et que j'ai dû prêter serment, j'ai ressenti quelque chose de particulier. Le fait de confirmer l'engagement d'avoir été élue par la population biennoise et les citoyens qui ont le droit de vote, m'a donné une certaine responsabilité, raison pour laquelle je vais soutenir cette proposition, tout comme mon Groupe parlementaire. Un dernier mot, je travaille dans la formation et je coache parfois des équipes. Je peux vous assurer que les dynamiques de groupe sont fondamentales, car elles permettent de poser un cadre et de s'affirmer. Elles sont des éléments de structuration. Bien sûr, le Parlement de la Ville de Bienne n'est pas une entreprise ni une formation, mais je pense que les rituels se font de plus en plus rares dans nos vies et qu'il est important de les maintenir.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Etant donné que plus personne ne souhaite prendre la parole, je propose de passer au vote. Cette fois-ci, nous allons opposer au vote la proposition subsidiaire, précédemment approuvée, à la proposition qui demande de supprimer la procédure d'assermentation. Les personnes qui soutiennent la proposition subsidiaire votent oui et les autres non.

Vote

Opposition de la proposition subsidiaire de la majorité de la commission (assermentation des membres du Conseil de ville et du Conseil municipal) à la proposition de la majorité de la commission (supprimer l'assermentation).

La proposition subsidiaire l'emporte et est acceptée (assermentation des membres du Conseil de ville et du Conseil municipal).

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Les prochains articles 3, 4 et 5 ne sont pas contestés. Par contre, l'article 6 lit. d, relatif aux jetons de présence pour le groupe des femmes et les personnes INTA*. Il y avait trois propositions, dont une a été retirée juste avant le début de la séance. Il reste donc la proposition de Tamara Michel et Pascale Berclaz, qui demande un forfait de 1'500 fr. par année, et la proposition de la minorité de la commission, défendue par Madame Vera Urweider, qui demande comme indemnité: séances simples, 45 fr. (membres), / 85 fr. (présidence) ; séances doubles, 75 fr. (membres) / 150 fr. (présidence).

Michel Tamara, Fraktion GLP+ : Bien que le groupe des femmes et personnes INTA* effectue un travail remarquable, nous sommes contre la rémunération proposée par le projet de règlement révisé du Conseil de ville.

Wie Sie bereits gehört haben, sollen CHF 45 pro Person, pro Sitzung und sogar CHF 85 für die Vorsitzende ausbezahlt werden. Für Doppelsitzungen soll die Entschädigung CHF 75 bzw. CHF 150 betragen. Somit wäre, mit vier Sitzungen von 6,5 Personen der Betrag von CHF 1'500 bereits ausgeschöpft. Mit den zwei Sitzungen in diesem Jahr mit einmal 15 und einmal 13 Teilnehmenden wären das dann CHF 750 pro Sitzung. Mit der gleichen Anzahl Teilnehmenden und vier Sitzungen wären wir dann schon bei CHF 2'860.

D'un côté, je trouve très bien de valider le travail de ce groupe avec un forfait, même s'il n'est que de 1'500 fr. Toutefois, je trouverais faux de rémunérer les membres individuellement.

Ich denke, das Verhindern des Ausufers ist vollkommen im Sinne der Stadtfinanzen.

Je ne vais pas en dire plus à ce sujet, je vais soutenir cette proposition et j'espère que vous en ferez de même.

Urweider Vera, Kommission RSO: Eines vorweg, ich werde die «Gruppe der Frauen und INTA* Personen», wie sie neu heissen wird, heute noch «Parlamentarierinnen-gruppe» nennen, weil die neue Bezeichnung ja noch nicht in Kraft getreten ist. Wir haben in der Kommission RSO den Antrag der Parlamentarierinnengruppe eingehend diskutiert und uns mit einer Mehrheit dafür entschieden. Im Antrag geht es darum, dass die Mitglieder der Parlamentarierinnengruppe ein Sitzungsgeld pro Person erhalten sollen und nicht wie bisher einen Pauschalbetrag. Dies aus verschiedenen Gründen. Die Parlamentarierinnengruppe hat sich beim Antrag an den Sitzungsgeldern der Kommissionen orientiert. Weil die Parlamentarierinnengruppe über die gleichen Rechte wie eine Fraktion verfügt, könnten wir uns auch an den Sitzungsgeldern für die Fraktionen orientieren, also CHF 100 pro Person. Es stellt sich schon die Frage, wieso die Gruppe nicht wie eine Fraktion behandelt werden soll. Sie zeigt sich also bereits bescheiden, indem sie den Ansatz der Kommissionen als Grundlage nimmt. Ein Sitzungsgeld pro Person ist neben einer fairen Bezahlung für die Mitglieder der Parlamentarierinnengruppe vor allem auch eine Wertschätzung für die Arbeit jeder einzelnen Person. Das mag symbolisch klingen, aber es ist eine Wertschätzung, und

zwar für jede Einzelne, die an diesen Sitzungen teilnimmt und sich für die Rechte der Frauen und INTA* Personen im Parlament einsetzt.

Das Geld soll, genauso wie beim Gegenvorschlag, einer Gruppe zugutekommen, wie meine Vorrednerin bereits erwähnt hat. Beispielsweise soll damit die Möglichkeit geschaffen werden, pro Jahr einen Gast oder eine Expertin zu einem Frauen- und INTA*-Thema einzuladen. Meine Kolleginnen haben zu Frauenthemen bereits grosse Arbeit geleistet. Sie haben mir aber auch bestätigt, dass die Angst, um das «Ausufern» der Vergütung nicht so drastisch angeschaut werden darf. Nicht 13 oder 15 Frauen haben an den Sitzungen teilgenommen, sondern sieben oder höchstens 10. Auf den Ansatz einer Kommission von CHF 45 beziehungsweise CHF 85 für die Vorsitzende berechnet, bewegen wir uns im ähnlichen Rahmen wie mit dem Pauschalbeitrag von CHF 1'500 pro Jahr. Je nach Sitzung kann sich der Betrag mal nach unten oder natürlich auch nach oben bewegen, das ist uns bewusst und dennoch ist die Kommission RSO der Meinung, dass eine Pro-Kopf-Bezahlung eine grössere Wertschätzung für die ganze Arbeit darstellt.

Briechle Dennis, Kommission RSO: Die Minderheit der Kommission beantragt dem Stadtrat betreffend Art. 6 Bst. d am Prinzip der Pauschale festzuhalten. Die Minderheit ist bereit, die Pauschale von CHF 1'500 zu übernehmen, aber wir möchten einen Beitrag abhängig von der Anzahl Teilnehmerinnen. Aus Sicht der Minderheit ist der Vorschlag der Mehrheit eine massive Besserstellung dieser parlamentarischen Gruppe, einerseits gegenüber dem Status Quo, insbesondere aber auch gegenüber anderen parlamentarischen Gruppen. Es gibt andere Interessengebiete, in welchen sich verschiedene Mitglieder des Stadtrates zu Gruppen zusammenschliessen, beispielsweise die Kulturgruppe oder die Gruppen für Sport und Langsamverkehr. Diese Gruppen machen dies aus Überzeugung und ohne Entschädigung. Gegenüber diesen anderen Interessengruppen werden die Interessen der Frauen und neu auch der INTA*-Personen bereits heute in der Geschäftsordnung privilegiert anerkannt, ist diese Gruppe doch explizit aufgeführt. Ihr werden formelle Rechte zugestanden. Angesichts der bis heute nicht erreichten Gleichstellung der Frauen in der Bevölkerung ist dies auch in Ordnung.

Mit der potenziell massiven Erhöhung der Entschädigungen dieser parlamentarischen Gruppe wird sie gegenüber anderen Interessengruppen aber eindeutig privilegiert. Die vorgeschlagene Entschädigung nach Anzahl Sitzungen und nach Anzahl der Teilnehmenden kann zukünftig zu einer viel höheren Entschädigung führen. Wird eine Sitzung gut besucht oder dauert sie über drei Stunden, kann das zu einer Entschädigung von gegen CHF 1'000 pro Sitzung führen. Sollte sich die Gruppe künftig vielleicht dazu entscheiden, zu jeder Stadtratssitzung eine vorberatende Sitzung durchzuführen, können diese Kosten schon fast fünfstellig werden.

Die Minderheit der Kommission spricht sich daher gegen das Modell einer sitzungsabhängigen Entschädigung für eine Gruppe aus, die sich selbst konstituiert und ihre Sitzungen nach eigenem Gutdünken ansetzen kann.

Corbaz Catherine, au nom du Groupe Les Vert·e·s: Je pense que vous ne serez pas surpris d'apprendre que notre Groupe soutient l'introduction de jetons de présence pour chaque membre du groupement parlementaire des femmes et personnes INTA*. Le groupement parlementaire des femmes et personnes INTA* est, comme son nom l'indique, un groupe et c'est le terme commun qu'on utilise et qui parfois peut susciter certaines confusions. Donc, un groupement parlementaire, communément appelé groupe, qui a droit à des jetons de présence et non à une rétribution forfaitaire. C'est un

groupe qui a toute sa place dans le Conseil de Ville, puisqu'il représente plus de la majorité de la population biennoise avec ou sans droit de vote. Ce groupe permet au Conseil de Ville d'aborder des thématiques sur les questions de genre et d'égalité qui, vous ne serez pas surpris de l'entendre, n'est pas encore atteinte.

Il permet également de créer un cadre de travail et d'échange, de poser des interventions qui servent directement les questions et les thématiques du Conseil de Ville ainsi que la politique biennoise d'une façon générale. C'est donc un thème qui a une dynamique transversale. Il n'y a pas dans ce Parlement un côté avec des femmes et un autre côté avec des hommes. Il y a des femmes et des hommes mais aussi des personnes INTA* à gauche, à droite et au centre. C'est pourquoi nous allons soutenir cette proposition et nous n'acceptons pas de réduire l'expression démocratique à un simple calcul financier. Nous soutenons la proposition de la majorité de la commission. C'est la juste reconnaissance d'un travail fourni et c'est une question de dignité.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Etant donné que plus personne ne souhaite prendre position sur ce point, nous allons pouvoir passer au vote. Pour être clair, les personnes qui soutiennent la proposition qui a été développée par Madame Tamara Michel votent oui et les personnes qui soutiennent la proposition qui a été défendue par Madame Urweider (majorité de la commission) votent non.

Vote

Opposition de la proposition de Tamara Michel et Pascale Berclaz (Groupement des femmes parlementaires), (CHF 1'500 par an) à la majorité de la commission (jetons de présence, max. 3 heures CHF 45/85, plus que 3 heures CHF 75/150)

La proposition de la majorité de la commission l'emporte et est acceptée.

- **Art. 6 lit. f Jetons de présence aux membres du Conseil de ville ne faisant pas partie d'un groupe parlementaire**

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Nous passons maintenant à la discussion concernant la lettre f de l'article 6, toujours relatif aux jetons de présence. Pour cet lettre f, nous avons aussi deux propositions. Je passe la parole à Madame Ryser pour expliquer la proposition de la majorité de la commission.

Ryser Siri, Kommission RSO: Die Fraktionsmehrheit ist der Auffassung, dass Arbeit, ob nun innerhalb einer Fraktion oder nicht, fair entschädigt werden soll. Der Anreiz, sich zu einer Fraktion zusammenzuschliessen bleibt bestehen, da die Entschädigung für die Fraktionen höher ist. Schliesslich bringt es auch inhaltliche Vorteile, sich zu einer Fraktion zusammenzuschliessen. Zudem sind wir im Stadtrat, nicht weil sich die Tätigkeit finanziell lohnt, sondern hoffentlich aus politischen Gründen. Im Sinne der Wertschätzung und einer möglichst fairen Vergütungspraxis bitten wir Sie daher, der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Je donne maintenant la parole à Monsieur Briechle qui va expliquer la proposition de la minorité de la commission.

Briechle Dennis, Kommission RSO: In der Frage der zusätzlichen Entschädigung für Fraktionslose beantragt die Minderheit der Kommission, am Status Quo festzuhalten

und diese neue Art der Sitzungsentschädigung abzulehnen. Die Organisation der Mitglieder eines Parlaments in verschiedenen Gruppierungen mit ähnlichen Interessen, die wir als Fraktionen kennen, hat für den Parlamentsbetrieb grosse Vorteile. Positionen können gebündelt eingebracht werden. Fragen können allenfalls bereits in der Fraktion geklärt werden. Zudem werden vorgängig Absprachen zwischen Fraktionen getroffen, um Doppelspurigkeiten zu vermeiden. Ein Parlament, in welchem alle Mitglieder mit Einzelmasken auftreten, wäre kaum handlungsfähig und würde zu potenziell ewigen Diskussionen führen. Es ist deshalb von Vorteil, wenn sich die gewählten Mitglieder des Stadtrats in Fraktionen organisieren. Mit aktuell acht Fraktionen ist im Bieler Stadtrat die Auswahl besonders gross. Aus Sicht der Minderheit ist es sinnvoll, mit dem Entschädigungsmodell für die Mitglieder des Stadtrats einen Anreiz zu schaffen, sich in Fraktionen zu organisieren. Der Antrag der Mehrheit bewirkt hier aber gerade das Gegenteil. Er sieht vor, dass fraktionslose Stadratsmitglieder eine zusätzliche Entschädigung von CHF 750 pro Jahr erhalten. Anders als bei den Fraktionsentschädigungen, welche an die Parteien hinter den Fraktionen ausbezahlt werden, würde den Fraktionslosen als Person eine zusätzliche Entschädigung ausbezahlt. Fraktionslose Mitglieder des Stadtrates würden damit persönlich besser entschädigt als die Mitglieder der Fraktionen. Diese Ungleichbehandlung ist aus Sicht der Minderheit der Kommission nicht korrekt und kann sogar einen zusätzlichen Anreiz schaffen, sich nicht einer Fraktion anzuschliessen. Die Kommissionsminderheit beantragt deshalb, auf diese neue zusätzliche Entschädigungsform zu verzichten.

Sprenger Titus, Grüne: Ich war lange Zeit nicht Mitglied einer Fraktion. Wir hatten die gleiche Vorbereitungsarbeit zu erledigen wie diejenigen, die in einer Fraktion sitzen. Für mich geht es auch um die Frage der Gleichstellung. Dass die Auszahlung der Fraktionsgelder heute an die Fraktionen erfolgt, ist eine Sache, was die Fraktionen dann mit diesem Geld machen, ist eine andere Sache. Das regeln die Fraktionen selbst. Ob sich die Fraktionen entscheiden, dieses Geld an die einzelnen Mitglieder auszuzahlen, ist ihnen überlassen. Es gibt keine Bestimmung, welche verunmöglicht, die Entschädigung direkt an die einzelnen Mitglieder weiterzureichen. Das Argument, dass der neue Vorschlag eine Erhöhung der einzelnen Entschädigung wäre, funktioniert so nicht. Ich unterstütze daher den Antrag, dass auch die Fraktionslosen im Sinne der Gleichstellung eine Entschädigung erhalten, wie wir es vorhin für andere parlamentarische Gruppen bereits diskutiert haben.

Heiniger Peter, PdA: Ich habe eine kurze Karriere in einer Fraktion erlebt. Sie können das schon klein reden und sagen, dass Fraktionslose einfach «rumchillen»; das stimmt jedoch überhaupt nicht! Ich würde eher sagen in Kleinstgruppierungen gibt es viel mehr zu tun. Das Geld ist nicht für mich bestimmt, dieses geht wie bei Ihnen in der Fraktion an die Partei. Damit können innerhalb der Partei oder innerhalb der Gruppierung auch Fortschritte erzielt werden. Ich denke, als Mitglied einer grossen Gruppierung, kann man eher untergehen und ein bisschen rumsitzen und gar nichts tun, als wenn man fast alleine ist und ziemlich viel zu tun hat.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Etant donné que personne d'autre ne souhaite prendre la parole pour cet objet, nous allons pouvoir passer au vote. Les personnes qui soutiennent la proposition de la majorité de la commission, qui demande que les jetons de présence soient versés aux parlementaires hors groupe votent « oui » et ceux qui soutiennent la proposition de la minorité de la commission qui demande que l'article reste inchangé sur ce point, votent « non ».

Vote

Opposition à la proposition de la majorité de la commission, de verser l'indemnité de 750 fr. par an aux membres du Conseil de ville ne faisant pas partie d'un groupe parlementaire à la minorité de maintenir au statu quo (sans jetons de présence).

La proposition de la majorité l'emporte et est acceptée. (nouveau lit. f, jetons de présence pour parlementaires hors groupe).

- **Art. 34 Motion et postulat; définition**

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Les prochains articles 7 à 33 ne sont pas contestés. Nous allons pouvoir passer à l'article 34 avec un sujet qui sera sans doute assez discuté. Il s'agit de l'introduction de la motion à valeur de directive. Nous avons deux propositions, une provenant de la majorité de la commission qui veut introduire la motion à valeur de directive et l'autre provenant de la minorité de la commission qui ne souhaite pas l'introduction de cette motion à valeur de directive. Pour la proposition de la majorité de la commission, je donne la parole à Madame Siri Ryser.

Ryser Siri, Kommission RSO: Die Kommissionsmehrheit befürwortet eine Anpassung von Art. 34, denn es gibt Themen, die zwar politisch wichtig sind, aber in der ausschliesslichen Kompetenz des Gemeinderats liegen. Dieses Problem kam in den letzten Jahren immer wieder zum Vorschein. Hier schliesst die Richtlinienmotion eine Lücke. Sie erlaubt es dem Stadtrat, politische Themen einzubringen, die ansonsten lediglich in gemeinderätlicher Kompetenz liegen. Damit ergibt sich ein doppelter Nutzen. Die Lücke zwischen Motion und Postulat wird geschlossen. Die Richtlinienmotion ist stärker als ein Prüfauftrag, aber ohne die rechtlichen Verbindlichkeiten einer Motion. Die Transparenz wird durch die Begründung gefördert und der politische Dialog ebenso. Mit der Richtlinienmotion schaffen wir ein Instrument, welches den parlamentarischen Werkzeugkasten sinnvoll ergänzt.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Je cède la parole à Monsieur Daniel Suter, pour la position de la minorité de la commission.

Suter Daniel, Commission RRV : Dans la situation actuelle, une intervention qui concerne une affaire relevant de la compétence exclusive du Conseil municipal est régulièrement traitée comme postulat, peu importe le titre donné par les intervenants. Le postulat oblige l'exécutif à s'expliquer sur le thème abordé et les intentions qu'il y porte. Cela étant, la nouvelle catégorie de motions à valeur de directive n'apportera pratiquement pas de plus-value, sinon une complication supplémentaire d'une discussion de savoir si la motion qui n'en est pas doit être traitée comme postulat ou comme motion à valeur de directive. Dans les deux cas, un problème est mis sur la table du Parlement et le Conseil municipal doit s'en occuper. Nous n'avons donc pas besoin de ce nouvel instrument et je vous recommande de ne pas l'accepter.

Rüber Stefan, Fraktion Grüne: Ich war zuerst ein bisschen skeptisch gegenüber der Richtlinienmotion, vielleicht auch aus den Gründen, die mein Vorredner gerade vorgebracht hat. Aus den gleichen Überlegungen bin ich aber zu einem Verfechter der Richtlinienmotion geworden. Wieso? Sie erlaubt uns, das Postulat wieder als das zu betrachten, was es eigentlich sein sollte, nämlich ein Prüfauftrag. Seien wir ehrlich,

heute halten wir an ganz vielen Postulaten fest, obwohl der Prüfauftrag eigentlich erledigt wurde, aber unser politischer Wille nicht erfüllt ist. Mit einer Richtlinienmotion haben wir das passende Instrument unseren politischen Willen zu fordern und können das Postulat ein Postulat sein lassen, eben als Prüfauftrag. Ob die Beantwortung des Gemeinderats dann politisch in unserem Sinn ist oder nicht, ist eine andere Frage. Wir befürworten die Einführung der Richtlinienmotion, weil sie eine bessere Separierung der verschiedenen Instrumente ermöglicht.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Etant donné que plus personne ne souhaite s'exprimer, je pars du principe que nous pouvons passer au vote. Les personnes qui souhaitent introduire le principe de la motion à valeur de directive, comme le propose la majorité de la commission, votent « oui » et celles qui s'y opposent, comme la minorité de la commission, votent « non ».

Vote

- Opposition de la proposition de la majorité de la commission, d'introduire la motion à valeur de directive à la Minorité de maintenir au statu quo.

La proposition de la majorité l'emporte et est acceptée (Introduction de la motion à valeur de directive).

- **Art. 37 Réponses aux interventions parlementaires**

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Les articles 35 et 36 ne sont pas contestés. Pour l'article 37, il y a une proposition d'amendement déposée par le Groupe PS/JS, qui demande que le Conseil de ville dispose de toutes les interventions parlementaires non urgentes en vue de leur traitement dans un délai de 6 mois à compter de leur dépôt.

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: In der bisherigen Geschäftsordnung des Stadtrates ist geregelt, dass eingereichte Vorstösse nach einem halben Jahr im Stadtrat traktandiert werden müssen. Mit der neuen Geschäftsordnung des Stadtrates sollen die Vorstösse innerhalb von sechs Monaten dem Stadtratsbüro vorgelegt werden, anschliessend entscheidet das Stadtratspräsidium, wann diese im Stadtrat behandelt werden. Die Fraktion SP/JUSO findet, dass wir mit dieser neuen Regelung zu viel Macht an das Stadtratspräsidium abgeben und damit allenfalls die Tür für gewisse politische Spielchen öffnen. Wir finden, dass die Vorstösse nach einem halben Jahr im Stadtrat vorliegen sollten. **Wir fordern deshalb in unserem Antrag, dass die Vorstösse weiterhin nach einem halben Jahr im Parlament diskutiert werden.** Ich würde mich im Namen der Fraktion SP/JUSO freuen, wenn Sie uns dabei unterstützen.

Vote

- sur l'amendement du Groupe PS/JS de traiter les interventions parlementaires non urgentes au Conseil de ville dans un délai de 6 mois.

La proposition est acceptée

- **Art. 39 Urgence des interventions**

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : L'article 38 n'est pas contesté. Différentes propositions sont déposées pour l'article 39. La première provenant du Groupe PVL+ concerne le délai de traitement des interventions urgentes. Il est demandé de modifier formellement le texte afin de préciser qu'une réponse à une intervention urgente doit être transmise à la prochaine séance du Conseil de ville possible et non dans un délai de 6 mois.

Schlup Katharina, Fraktion GLP+: Die Dringlichkeit von Vorstössen ist in Art. 39 geregelt. Wir sind grundsätzlich damit einverstanden, dass Vorstösse in Abs. 1 als dringlich erklärt werden können. Abs. 2 verlangt, dass nach der Gewährung der Dringlichkeit, die Antwort auf den Vorstoss innert drei Monaten beim Stadtratsbüro vorliegt, auch das passt für uns. Weshalb aber das Stadtratsbüro weitere drei Monate verstreichen lassen kann, bis der Vorstoss dem Stadtrat vorgelegt wird, ergibt für uns keinen Sinn. **Wir beantragen deshalb in Art. 39 Abs. 3, dass ein als dringlich erklärter Vorstoss, nach Eingang seiner Beantwortung, so schnell wie möglich im Stadtrat traktandiert wird.**

Gonzalez Vidal Bassi Glenda, Maire : Je souhaiterais vous informer que le processus politique interne à l'Administration dure au minimum deux mois. Ce délai est nécessaire pour traiter la réponse, la soumettre au Conseil municipal puis procéder à sa traduction, avant de la remettre au Secrétariat parlementaire, qui y donne suite. Il est techniquement juste impossible pour nous de réduire ce délai et les attentes seront déçues, si vous espérez avoir une réponse dans un délai encore plus court. Le terme « prochaine séance possible » ne doit pas donc dire moins de deux mois mais plutôt idéalement 3 mois. Nous saluons la proposition de prolonger le délai de réponse urgente à trois mois parce que ça rend le travail approfondi plus important pour l'administration. Je voulais juste rendre attentif à cela.

Schlup Katharina, Fraktion GLP+: Nur ganz kurz, ich glaube, es handelt sich um ein Missverständnis. Die Frist zur Beantwortung von drei Monaten soll bleiben, aber im Stadtratsbüro sollen eben nicht, wie vorgeschlagen, weitere drei Monate verstreichen.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Cette précision ayant été faite, je pense que nous pouvons procéder au premier vote de cet objet. Les personnes qui soutiennent la proposition du Groupe PVL+ votent « oui » et les personnes qui s'y opposent votent « non ».

Vote

- sur la proposition du groupe PVL+ de remettre la réponse au Bureau du Conseil de ville dans un délai de trois mois, pour traitement au Conseil de ville à la première séance possible

La proposition est acceptée.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : L'article 39 traite aussi de la compétence pour la décision de l'urgence. La majorité de la commission souhaite que ce soit désormais le Bureau du Conseil de Ville qui décide de l'urgence et la minorité de la commission souhaite le statu quo, avec le Conseil de Ville qui décide de l'urgence

durant la séance. Pour la majorité de la commission, je donne la parole à Monsieur Briechle.

Briechle Dennis, Kommission RSO: Die Kommissionsmehrheit, für die ich hier spreche, beantragt eine Änderung gegenüber dem Status Quo. Neu soll nicht mehr der gesamte Stadtrat entscheiden, ob ein Vorstoss als dringlich gelten soll, sondern das Stadtratsbüro. Aus Sicht der Kommissionsmehrheit bewährt sich die heutige aktuelle Praxis nicht. Es findet keine wirkliche Prüfung der Frage der Dringlichkeit statt. So gut wie allen Vorstössen, wird Dringlichkeit auf Antrag gewährt. In den letzten Jahren waren, gemäss einer Zusammenstellung des Parlamentssekretariats, rund ein Drittel der eingereichten Vorstösse dringlich. Es besteht zudem die Gefahr, dass Entscheide über Dringlichkeit des gesamten Stadtrats eher nach politischen Einschätzungen gefällt werden, anstatt nach der objektiven Einschätzung der Dringlichkeit.

Das Prozedere des Entscheids benötigt ausserdem Zeit während der Stadtratssitzung. Die Dringlichkeit wird von den Urhebenden begründet und danach folgt die Abstimmung darüber. Dies ist eine unnötige Belastung hier im Plenum. Die Frage der Dringlichkeit eines Vorstosses ist nicht politisch, sondern sie sollte eine objektive Bewertung sein. Gemäss der neu vorgeschlagenen Formulierung in der Geschäftsordnung ist ein Vorstoss dann dringlich, wenn eine spätere Behandlung die Erfüllung des Anliegens verunmöglichen oder erheblich erschweren würde. Diese Einordnung soll künftig durch das Stadtratsbüro erfolgen, wie dies im Bund, Kanton oder beispielsweise bei der Stadt Bern der Fall ist. Mit dem vorliegenden Antrag wird nun ein Vorstoss von Mohammed Hamdaoui umgesetzt (Postulat 20210218, «Dringlichkeit nicht mehr überstürzen»).

Es entspricht, wie bereits vorhin von der Stadtpräsidentin ausgeführt, dem Wunsch des Gemeinderates, damit zumindest minimale Abklärungen getroffen und die regulären Verfahren eingehalten werden können, was heute kaum möglich ist. Es ist, wie bereits zum vorangegangenen Antrag, die Absicht des Stadtratsbüros, vorliegende Antworten umgehend im Stadtrat zu traktandieren. Die Prüfung der Dringlichkeit durch das Stadtratsbüro soll dazu führen, dass die Gewährung künftig objektiv erfolgt und der Gemeinderat die weniger zahlreichen dringlichen Anliegen vertiefter prüfen kann.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : La parole est donnée à Madame Ryser afin d'expliquer la position de la minorité de la commission.

Ryser Siri, Kommission RSO: Die Entscheidung über die Dringlichkeit liegt in der Verantwortung des Stadtrates und das soll nach Auffassung der Kommissionsminderheit auch weiterhin so bleiben. Die Dringlichkeitserklärung ist eben nicht nur eine technische, sondern vielmehr auch eine politische Frage. Sie betrifft die Gewichtung parlamentarischer Arbeit, die Prioritätensetzung und letztlich auch unsere Glaubwürdigkeit. Klar ist, dass wer alles dringlich macht, macht irgendwann nichts mehr dringlich. Dort sind wir als einzelne ParlamentarierInnen gefragt, mit dem Ziel, eine gute Abwägung vorzunehmen und zu prüfen, ob ein Vorstoss tatsächlich als dringlich zu werten ist. Aus den genannten Gründen bitten wir Sie, die Entscheidung über die Dringlichkeit dem Stadtrat zu belassen.

Sprenger Titus, Grüne: Regelmässig, an jeder Stadtratssitzung, stimmen wir über die Dringlichkeit zu Vorstössen ab, die wir nicht einmal durchlesen konnten. Wir kennen häufig den Inhalt nicht und müssen darauf vertrauen, dass es wirklich dringlich ist. Ich habe Mühe damit, dass wir etwas als dringlich erklären müssen, dass wir inhaltlich nicht

kennen. Daher finde ich die Idee, die Entscheidung darüber dem Stadtratsbüro zu überlassen, an sich nicht schlecht. Immerhin sind im Stadtratsbüro fünf Personen. Daher setze ich darauf, dass diese fünf Personen im richtigen Sinne von Art. 39 Abs. 1 der vorgeschlagenen Geschäftsordnung entscheiden.

Rüber Stefan, Grüne: Ich bin anderer Meinung als mein Vorredner, aber das ist hier nicht wichtig oder vielleicht schon. Ich denke nämlich, wir haben ein Problem bzw. ich hoffe, nur ich habe das Problem und nicht der Stadtrat. Ich möchte dem Minderheitsantrag zustimmen, finde aber für diese Variante nirgendwo die Fristen. Ich frage mich deshalb, ob ich nicht einen Ordnungsantrag für einen Sitzungsunterbruch stellen soll, damit das erklärt werden kann. Vielleicht kann das jemand erklären, der gefunden hat, wo das geregelt ist.

Rodriguez Ugolini Julian, SP: Ich bin der Meinung, dass das in einem anderen Artikel geregelt ist. Ich möchte auf das Argument von Titus Sprenger eingehen. Einverstanden, wir wissen oftmals nicht, worüber wir genau abstimmen. Die Dringlichkeit wird jedoch vor der Sitzungspause begründet, damit der Vorstosstext während der Pause und vor der Abstimmung gelesen werden kann. Ich verstehe jedoch Bedenken und plädiere hier für einen indirekten Gegenvorschlag: Wenn die Dringlichkeit schriftlich im Vorherein begründet wird, könnten wir das Papier zu Beginn der Sitzung erhalten, dann ist es einfacher darüber abzustimmen.

Briechele Dennis, GLP: Stefan Rüber hat recht, wir haben ein Problem mit dem Minderheitsantrag. Die Fristen sind nur im Mehrheitsantrag geregelt. Der Minderheitsantrag richtet sich aber nach dem Status Quo, das heisst nach der aktuellen Geschäftsordnung, wo die Beantwortungsfrist in einem separaten Artikel geregelt ist. Der Minderheitsantrag müsste also noch ergänzt werden.

Rüber Stefan, Grüne: Kann ich demnach einen **Antrag stellen, dass dieser 3. Punkt im Minderheitsantrag als Punkt 5 aufgenommen wird?**

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Comme nous avons un ajout à la proposition de la minorité de la commission déposé par Monsieur Rüber, je vous propose de passer au vote à ce sujet. Les personnes qui soutiennent la proposition que vient de faire Monsieur Rüber votent « oui » et celle qui s'y opposent votent « non ».

Vote

- sur la proposition de Stefan Rüber, d'ajouter les délais dans la proposition minoritaire de l'article 39

La proposition est acceptée.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Sur la compétence pour la décision d'urgence, la majorité de la commission souhaite que désormais ce soit de la compétence du Bureau du Conseil de ville et la minorité de la commission souhaite le statu quo, c'est-à-dire que le Conseil de ville décide de l'urgence, lors de ses séances. Les personnes qui suivent la proposition de la majorité de la commission votent « oui » et les personnes qui suivent la minorité de la commission votent « non ».

Vote

- Opposition de la proposition de la majorité de la commission de attribue la compétence de décider de l'urgence au Bureau du Conseil de ville à a Minorité de maintenir au statu quo (le Conseil de ville décide de l'urgence pendant la séance)

La proposition de la majorité l'emporte et est acceptée (le bureau du Conseil de ville décide de l'urgence).

- **Art. 41 lit. a Résolutions**

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : L'article 40 n'est pas contesté, mais l'article 41a, qui concerne l'introduction de la résolution. Nous commencerons par le débat sur le principe même de l'introduction de la résolution, que propose la majorité de la commission. Cette proposition sera opposée à l'amendement du Groupe Les Vert-e-s et Schlup Katharina, PVL+, qui prévoit qu'une résolution ne peut être adoptée qu'à une majorité des deux tiers des voix. Le résultat gagnant de ce vote sera opposé à la proposition de la minorité de la commission qui ne veut pas du tout introduire l'instrument de la résolution.

Pour la proposition de la majorité de la commission, je donne la parole à Madame Siri Ryser.

Ryser Siri, Kommission RSO: Die Kommissionsmehrheit ist der Ansicht, dass der Stadtrat mit der Resolution ein Instrument erhält, welches seine Rolle im politischen Gefüge stärkt. Die Resolution ermöglicht es dem Parlament, eine gemeinsame Haltung über den Rahmen einzelner Fraktionen hinaus zu formulieren und sichtbar nach aussen zu vertreten. Damit wird eine Lücke zwischen der klassischen Vorstossform und der Fraktionserklärung geschlossen. Die Resolution erhöht die Handlungsfähigkeit des Stadtrats, insbesondere zu aktuellen politischen Fragen, und verleiht ihm als politisches Organ zusätzliche Sichtbarkeit und Wirkung.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Merci beaucoup, je peux donc donner la parole à Madame Katharina Schlup pour la proposition de modification du Groupe Les Vert-e-s.

Schlup Katharina, Fraktion GLP+: Wir finden das Instrument der Resolution eine spannende Ergänzung zu den anderen, dem Stadtrat zur Verfügung stehenden Instrumenten. Für uns ist es aber wichtig, dass solche Erklärungen breit abgestützt sind und nicht auf knappen Mehrheiten beruhen. Wird eine Resolution angenommen, soll sie ein starkes Zeichen besonders gegenüber der Öffentlichkeit sein. **Deshalb beantragen wir ein erforderliches Mehr von zwei Dritteln der Stimmen** und hoffen, dass Sie unseren Antrag unterstützen.

Suter Daniel, Commission RRV : Concernant cette question de majorité de deux tiers ou majorité simple pour l'adoption d'une résolution, je rends attentif à la situation de droit comme elle se présente selon le règlement que nous avons devant nous. Je cite : « Résolution – article 41a al. 2 dernière phrase : « il convient de traiter la résolution comme une proposition concernant l'ordre du jour. ». Or l'article 42 al. 2 précise que c'est à la majorité de deux tiers, que l'on peut mettre quelque chose à l'ordre du jour.

Donc, avant même de pouvoir discuter d'une résolution au Conseil de Ville, il faut déjà une majorité de deux tiers pour qu'elle figure à l'ordre du jour. Si vous n'avez pas deux tiers pour la mise à l'ordre du jour, vous ne l'aurez sans doute pas pour son adoption.

Briechle Dennis, GLP: Der Punkt, den Daniel Suter aufgeworfen hat, ist sicher berechtigt. Ich möchte allerdings einwenden, dass eine Resolution nicht zwingend ein kurzfristig eingetretenes Event aufgreift, sondern auch von langer Hand vorbereitet und traktandiert werden kann. Die Einschränkung der Traktandierung ist in der Diskussion über die Höhe der Zustimmung zu einer Resolution also nicht gerechtfertigt.

Sprenger Titus, Fraktion Grüne: Ich verstehe das Argument. Es ist aber durchaus denkbar, zuerst der Traktandierung zuzustimmen, damit überhaupt über die Resolution debattiert wird, danach aber deren Verabschiedung abzulehnen.

Schlup Katharina, GLP+: Noch einmal zur Klärung: Unser Antrag, betrifft Abs. 4. Für die Traktandierung würde, unserer Ansicht nach, auch das einfache Mehr reichen. Für die Verabschiedung der Motion bzw. den politischen Entscheid soll hingegen eine Zweidrittelmehrheit notwendig sein.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Sans autre demande de prise de parole, nous passons au vote. Les personnes qui soutiennent la proposition de la majorité de la commission, c'est-à-dire la résolution décidée par une majorité simple des voix, votent « oui » et les personnes qui souhaitent que la résolution ne puisse être adoptée qu'à une majorité de deux tiers des voix votent « non ».

Vote

- Opposition de la proposition de la majorité de la commission d'adopter une résolution avec la majorité simple à l'amendement du Groupe les Vert-e-s et Schlup Katharina, GLP+, d'adopter une résolution à une majorité de 2/3 des voix

L'amendement du Groupe les Vert-e-s l'emporte et est acceptée. (Une résolution ne peut être adoptée qu'à une majorité de deux tiers des voix).

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Maintenant il reste la proposition de la minorité de la commission, qui ne souhaite pas introduire l'instrument de la résolution du tout. Je donne la parole à Monsieur Daniel Suter.

Suter Daniel, au nom du Groupe PRR : Manifestement, l'intention derrière l'idée de donner au Conseil de Ville de Bienne l'occasion de prendre des résolutions est celle de pouvoir se prononcer sur des questions générales, qu'elles soient politiques ou sociétales, sans lien direct avec les affaires de la Ville de Bienne. Nous nous éloignons ainsi des tâches et des responsabilités que nous sommes appelés à assumer pour la Ville. Cet instrument répond donc davantage à une envie de spectacle politique permettant de se mettre en évidence et de se donner une bonne conscience, mais ne changera pratiquement rien aux réalités. Je vous propose donc de renoncer à introduire ce nouvel instrument.

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: Ich möchte im Namen der Fraktion SP/JUSO beliebt machen, das Instrument der Resolution einzuführen. Ich bin nun schon lange Stadtratsmitglied und muss aus eigener Erfahrung sagen, dass ein solches Instrument bisher gefehlt hat. Die Fraktion SP/JUSO findet es an der Zeit, dieses Instrument jetzt einzuführen. In den letzten Jahren wurden immer wieder symbolische Vorstösse eingereicht, weil es keine andere Möglichkeit gab, diese Anliegen einzubringen. Ich denke, die Resolution wäre deutlich effizienter und würde die Verwaltung nicht unnötig belasten. Das Anliegen könnte hier im Stadtrat diskutiert und verabschiedet werden und damit wäre das Thema beendet.

Ich mache darauf aufmerksam, dass aus meiner Sicht Abs. 3 eventuell im Rahmen einer zweiten Lesung überarbeitet werden müsste. Die Aussage von Dennis Briechle, die Forderung zur Zustimmung einer Resolution vorab auszuarbeiten und auf die Traktandenliste zu setzen, finde ich zwar grundsätzlich sinnvoll, aber das widerspricht Abs. 3. Dort steht, dass der Stadtrat beschliessen muss, auf den Antrag für eine Resolution einzutreten. Erst danach würde die Resolution traktandiert. Der Vorschlag von Herrn Briechle wäre damit nicht möglich, was ich bedauern würde.

Augsburger Dana, parteilos: Ich hätte die Einführung des neuen Instruments sehr gerne unterstützt und habe mich sogar darauf gefreut. Unter den abgeänderten Bedingungen wird es mir jedoch nicht möglich sein, und zwar aus den gleichen Gründen, die Daniel Suter erwähnt hat. Mir ist klar, dass wir finden, die Demokratie ist das beste System. Wenn es verschiedene Meinungen gibt, wird abgestimmt und die Mehrheit gewinnt. Ich weiss nicht, wie man es besser machen kann. Die Mehrheit bestimmt über eine Minderheit, das ist halt so. Dass es jetzt aber eine Zweidrittelmehrheit sein muss, stimmt einfach mathematisch nicht, das geht nicht auf. Ich sehe nicht ein, warum 50% plus 1 als «Zufallsmehrheit» bezeichnet werden. Ich möchte bei den Fakten bleiben, eine Mehrheit ist das, was sie ist, und ich hätte mir gewünscht, dass das Instrument zu den richtigen Bedingungen eingeführt wird.

Rüber Stefan, Fraktion Grüne : Je profite de l'occasion pour remercier la commission pour son travail. Je voudrais juste dire qu'avec la résolution nous aurions un instrument qui permettra « un spectacle » justifié.

Ich gehe nicht davon aus, dass wir das Instrument häufig benutzen werden. Auch zu Themen, welche die Bevölkerung betreffen, über die wir aber eigentlich nichts zu sagen haben, gibt es durchaus gute Gründe, dass sich das Parlament hin und wieder das politische Spektakel leistet. Die Leute erwarten zu Recht, dass wir uns zu gewissen Themen äussern und darüber debattieren.

Suter Daniel, Commission RRV : Il est évident que l'on peut se positionner pour ou contre la résolution. Vous connaissez déjà nos réflexions qui vous proposent de renoncer à cet instrument. La question qui reste à régler est cet alinéa 4 qui prévoit l'adoption – et non la mise à l'ordre du jour – d'une résolution par le Conseil de Ville à une majorité simple ou à deux tiers des voix. Tout en sachant que la mise à l'ordre du jour demanderait déjà deux tiers des voix. Une deuxième lecture concernant cet article, cohérent en soi, ne sera pas nécessaire.

Lindegger Reto, FDP: Ich beziehe mich auf die Aussagen von Dana Augsburger. Das qualifizierte Mehr, also eine Zweidrittel- oder Dreiviertelmehrheit ist ein häufig angewandtes Instrument in den westlichen Demokratien und wird immer dann verwendet,

wenn die Entscheidungen besonders wichtig sind. Ich bin nicht sicher, ob die Bevölkerung wirklich von uns erwartet, dass wir immer zu allem etwas sagen, auch da wo wir eigentlich gar nicht die Kompetenzen haben. Ich bitte meine Kolleginnen und Kollegen deshalb jetzt schon, mit dem Instrument vorsichtig umzugehen. Mit der Bedingung einer Zweidrittelmehrheit kann ich dem Instrument der Resolution aber zustimmen.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Je pars du principe que tout a été dit sur cet objet et qu'on peut passer au vote. Les personnes qui soutiennent la proposition d'introduire une résolution comme voté tout à l'heure, donc avec la condition d'une majorité de deux tiers des voix pour l'adoption d'une résolution, votent « oui » et celles qui s'opposent à l'idée d'introduire cet instrument votent « non ».

Vote

- Opposition de la proposition du Groupe les Verts, **d'introduire la résolution avec adoption à une majorité de deux tiers des voix**, à la proposition de la minorité de la commission, de maintenir le statu quo (ne pas introduire l'instrument de la résolution)

La proposition du Groupe les Vert-e-s l'emporte et est acceptée.

Interruption de la séance : 20h55 – 21h10

- **Art. 41 lit. a (suite)**

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Nous revenons sur la suite et la fin de l'examen du règlement du Conseil de ville de Bienne. Monsieur Levin Koller a demandé une modification concernant l'article 41a, concernant la mise à l'ordre du jour des résolutions. Je lui donne la parole.

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: Ich habe vor der Pause erwähnt, dass die Formulierung im Art. 41a nicht ganz rund ist. Ich wollte im Rahmen einer zweiten Lesung einen Antrag einreichen. Jetzt sieht es aber so aus, als würde es nicht zwingend eine zweite Lesung geben, deshalb bringe ich den Punkt hier vor. **Ich beantrage folgende Formulierung in Art. 41a Abs. 3:** «*beschliesst der Stadtrat mehrheitlich auf den Antrag einzutreten, ...*». Mit der aktuellen Formulierung wäre eine Zweidrittelmehrheit notwendig, damit eine Resolution überhaupt diskutiert wird. Mein Antrag verlangt dafür die einfache Mehrheit. Die Resolution zu verabschieden, bedingt anschliessend eine Zweidrittelmehrheit, das haben wir vorhin beschlossen und wird nicht in Frage gestellt. Die Hürde einer Zweidrittelmehrheit, um überhaupt über die Resolution zu diskutieren, ist jedoch zu hoch.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Je précise que cette proposition n'a pas été discutée au sein de la commission mais uniquement, rapidement, avec son président Monsieur Daniel Suter, à qui je cède la parole.

Suter Daniel, Commission RRV : Concernant la mise à l'ordre du jour, notre collègue Sprenger a apporté un argument intéressant. Quelqu'un peut soutenir la mise à l'ordre du jour de la résolution tout en votant ensuite contre son adoption par le Conseil de Ville. Autrement dit, la mise à l'ordre du jour est plus facile à décider que la résolution elle-même. Je pense qu'on peut l'admettre et – dans le but de nous éviter une deuxième lecture – que l'on peut donc suivre la proposition de Levin Koller.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Sans autre demande de prise de parole, je vous propose de passer au vote. Les personnes qui acceptent la proposition d'amendement de Monsieur Levin Koller, soutenue par le président de la commission, votent « oui » et celles qui s'y opposent votent « non ».

Vote

- sur la proposition de Levin Koller, de compléter l'art. 41a al. 3 comme suit : « *S'il choisit à la majorité d'entrer en matière sur la proposition, le Conseil de ville...* »

La proposition est acceptée

- **Art. 44 (nouveau) Ordre de traitement des affaires**

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Le prochain article à discuter est l'article 44. Une proposition est déposée par le Groupe PS/JS qui souhaite réintroduire l'instrument de « l'heure des questions ». Je donne la parole à Monsieur Levin Koller.

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: In der bisherigen Geschäftsordnung des Stadtrates haben wir die Möglichkeit, eine Fragestunde abzuhalten. Mit der neuen Geschäftsordnung soll diese Möglichkeit wegfallen. Wir haben diese Möglichkeit zwar während meiner Zeit im Stadtrat nie wahrgenommen, aber ich finde, wir sollten sie nicht abschaffen. **Die Fraktion SP/JUSO beantragt deshalb, die Möglichkeit der Fragestunde nach wie vor beizubehalten.**

Suter Daniel, au nom du Groupe PRR : J'aimerais quand même dire que les plus anciens de ce Parlement, dont je fais partie, on a vécu une seule fois une séance, il y a peut-être 12 ans, avec ce genre de petites questions. Cela a été un échec complet. Cet instrument n'a donc plus été utilisé. Je comprends que l'on se dise que même si on ne l'utilise pas, on pourrait le garder par principe. Mais je pense qu'il en va de l'honnêteté intellectuelle de ne pas le faire et de simplement renoncer à cet instrument.

Sutter Andreas, Fraktion FDP: Ich bin nicht grundsätzlich gegen die Fragestunde und mache darauf aufmerksam, dass das eine aufwändige Übung ist. Ich war über 20 Jahre in der Bundesverwaltung tätig und mit der Fragestunde des eidgenössischen Parlaments konfrontiert. Ich kann Ihnen garantieren, dass die Verwaltung damit gewaltig aufgehalten wird. Die Antworten, die doch eine gewisse Verbindlichkeit haben, müssen ausgearbeitet und dann im Plenum präsentiert werden. Beim Bund kommt noch das Mitberichtsverfahren zwischen den verschiedenen Departementen dazu. Ich schätze, dass hier im Stadtrat dann heikle Fragen gestellt werden. Ohne Rücksprache mit den Fachspezialisten der Verwaltung ist es aber unmöglich, verbindliche Antworten

zu entwickeln. Ich warne deshalb davor, das Instrument einzuführen. Auf Verwaltungsseite würden gewaltige, zusätzliche Stundenmengen anfallen. Ich denke, auf Gemeindeebene reicht deshalb die Interpellation oder die einfache Anfrage als Instrument.

Scherrer Jürg, Fraktion SVP: Ich persönlich stehe der Fragestunde auch skeptisch gegenüber. Im Nationalrat gibt es sie unter bestimmten Regeln. Die Frage muss einem bestimmten Departement oder Bundesrat gestellt und mindestens eine Woche vorher schriftlich eingereicht werden.

Gonzalez Vidal Bassi Glenda, Maire : Le Conseil municipal, bien qu'il comprenne le bien-fondé d'une telle demande et d'un tel outil, aimerait dire qu'il y a quand même des réalités différentes au niveau de la Ville de Bienne et du Conseil de Ville Bienne, notamment en ce qui concerne les ressources au niveau de l'Administration. Il nous paraît difficile de pouvoir répondre aux attentes d'un tel outil ou de l'introduction d'une telle possibilité, en raison simplement des possibilités qui sont les nôtres au niveau du travail quotidien. C'est-à-dire que si nous avons la possibilité, effectivement comme cela a été soulevé, au moins d'avoir les questions un peu à l'avance et par écrit, cela nous faciliterait la tâche d'y répondre, mais en sachant que ça mobilise énormément les ressources au niveau de l'Administration. Au niveau national, les différentes directions et l'administration ne sont pas dotées des mêmes possibilités que nous le sommes ici à la Ville de Bienne. Je vous remercie d'en avoir conscience.

Koller Levin, SP: Das Anliegen wurde in der laufenden Diskussion so dargestellt, als wäre es neu. Wir haben diese Möglichkeit aber bereits bisher in der Geschäftsordnung des Stadtrates. Wir wollen das Instrument lediglich beibehalten und nicht neu einführen. Dass es bisher selten genutzt wurde, zeigt nur, dass es eben gerade nicht übertrieben benutzt wird. Wir sollten uns diese Möglichkeit jetzt nicht verbauen.

Sprenger Titus, Grüne: Vielleicht kann uns der Präsident der Kommission RSO erklären, was Art. 43 beabsichtigt. Da geht es ja ebenfalls um die Diskussion aktueller Fragen, und Doppelspurigkeiten sollten vermieden werden.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Je vous propose de passer au vote concernant l'article 44 et l'amendement du Groupe PS/JS qui veut maintenir l'heure des questions, supprimée dans le projet de révision. Les personnes qui soutiennent l'amendement du Groupe PS/JS votent « oui » et les personnes qui s'y opposent votent « non ».

Vote

- sur l'amendement du Groupe PS/JS, de réintroduire l'heure des questions

La proposition est acceptée.

- **Art. 50 Délibération fractionnée**

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Nous arrivons à l'article 50 pour lequel il y a aussi un amendement du Groupe PS/JS. Il s'agit d'une modification rédactionnelle en allemand. Je donne la parole à Monsieur Levin Koller pour expliquer cela.

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: In der neuen Formulierung von Art. 50 Abs. 1 steht, dass, falls eine Abstimmung abschnittsweise möglich ist, immer abschnittsweise abgestimmt werden muss. **Bisher hatten wir aber eine Kann-Formulierung, mit der Möglichkeit über Geschäfte abschnittsweise abzustimmen, ohne dies zwingend tun zu müssen. Wir beantragen, diese Möglichkeit beizubehalten,** um ausufernde Abstimmungsprozedere zu verhindern. Geschäfte mit vielen Abschnitten würden die Debatte unnötig verzögern.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Les personnes qui soutiennent cette proposition votent « oui » et celles qui s'y opposent votent « non ».

Vote

- sur l'amendement du Groupe PS/JS, de modifier l'art. 50 al 1 comme suit:
«*Geschäfte, die sich dazu eignen, können werden artikel- bzw. abschnittsweise beraten werden.*» (Concerne uniquement l'allemand)

L'amendement est accepté.

- **Commissions consultatives (Art. 55 et 56)**

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Nous arrivons au dernier gros dossier, pour lequel il y a différentes propositions, concernant les commissions consultatives. Je vous propose de commencer par la proposition subsidiaire de la minorité de la commission qui ne veut qu'une seule nouvelle commission consultative, qui sera opposée à la proposition de la majorité, qui souhaite trois nouvelles commissions consultatives. La proposition qui l'emportera sera ensuite confrontée à la proposition principale de la minorité de la commission, qui demande le statu quo, c'est-à-dire que la commission de surveillance reste la seule commission consultative permanente. Je donne la parole pour la proposition subsidiaire de la minorité à Monsieur Daniel Suter.

Suter Daniel, Commission RRV : Depuis des temps immémoriaux, la Ville de Bienne prévoit un examen préliminaire des affaires provenant du Conseil municipal à l'intention du Conseil de Ville, tâche assumée par la Commission de gestion, instaurée selon l'article 38 de l'ancien règlement de la Ville de 1997, pour exercer la surveillance sur le Conseil municipal et la haute surveillance sur l'Administration. Actuellement, on continue à fonctionner de la sorte, à la petite différence que la Commission de gestion se nomme maintenant Commission de surveillance. Le nouveau règlement de la Ville confirme ainsi le besoin de prévoir deux fonctions, celle de surveillance et celle de consultation, qu'il spécifie dans les articles 54 et 55. Selon l'article 53 al. 5 de ce même règlement, les détails de ces fonctions doivent être organisés dans le règlement du Conseil de ville, précisant que les deux compétences de consultation et de surveillance peuvent être attribuées à la seule Commission de surveillance.

Le projet sous examen prévoit cette organisation dans les articles 55 et 56, la majorité de la commission proposant 4 commissions, 3 pour la consultation des affaires selon la direction compétente, en plus de la commission de surveillance. Historiquement, l'idée de répartir les fonctions de consultation et de surveillance sur différentes commissions semble être la conséquence d'une crise, qui a éclaté à partir d'environ 2020 entre le Parlement et l'Exécutif. Le problème portant sur les documents à mettre

à la disposition du Conseil de ville dans les affaires présentées par le Conseil municipal. Ce problème a par la suite été réglé par la directive du 27 janvier 2021, qui devient obsolète, étant donné qu'elle est reprise dans le nouvel article 18 du règlement sous examen.

La crise de confiance qui régnait alors, a aussi pu être réglée par la médiation du professeur Bernhard Pulver, dont les propositions ont contribué au fonctionnement sans anicroche que nous connaissons aujourd'hui. On doit donc retenir qu'il est essentiel de bien distinguer, les deux fonctions de consultation et de surveillance ainsi que les compétences et les instruments à disposition pour les exercer. Cette distinction qui est faite de manière très claire, dans les articles 54 et 55 du règlement de la Ville. Cette distinction n'impose toutefois pas l'instauration de deux ou plusieurs commissions. La preuve en est apportée par l'expérience que nous faisons actuellement.

D'un point de vue pratique, il apparaît avantageux que les deux fonctions soient exercées par une commission expérimentée, composée de personnes engagées, toutes sensibilités et politiques confondues et périodiquement renouvelées. Cette commission suit ainsi le fonctionnement de l'Exécutif et de l'Administration de plus près et dans une certaine durée, ce qui peut lui permettre de déceler d'éventuels problèmes de manière plus précise et de prendre les mesures qui pourraient s'imposer en suivant les procédures réglementaires instaurées à cette fin. C'est sans doute dans cette idée, qu'en procédure de consultation, l'ancienne Commission de gestion a proposé de continuer avec une seule commission, tout en proposant d'augmenter le nombre de ses membres de sept à neuf. Cela étant, la comparaison avec la quantité de commissions existantes dans d'autres collectivités proposées par la majorité dans le rapport n'a pas lieu d'être.

Ces commissions ne collant pas au modèle de consultation et surveillance ici en cause. Selon notre règlement de la Ville, il s'agirait de commissions spéciales, permanentes ou non, appelées à accompagner le Conseil municipal dans la préparation de ces affaires. Ces dernières peuvent être mise en place par le Conseil de la Ville en vertu de l'article 63 alinéa 1 du règlement de la Ville, comme cela a été fait, par exemple, pour la procédure d'assainissement des finances. Même si on entend de certains que la Commission de surveillance pourrait, suite à la consultation d'une commission particulière, intensifier ces mesures vis-à-vis du Conseil municipal et de l'Administration en augmentant le nombre des visites, nous nous permettons de douter de l'efficacité de telles mesures, si ce n'est pour occuper une commission supplémentaire.

En ajoutant à ces considérations pratiques de gestion communale, la question du coût administratif de la création et de l'accompagnement de commissions supplémentaires ainsi que celle de la disponibilité du personnel politique pour y siéger, à moins que les mêmes personnes se retrouvent dans différentes commissions, la minorité de la commission vous propose de rester fidèle au modèle de surveillance et de consultation que nous connaissons depuis toujours. Pour toutes ces raisons, je vous prie donc de suivre la proposition subsidiaire de la minorité de la commission et si vous ne le souhaitez pas, je vous prie de vous limiter à une seule commission consultative supplémentaire.

Briechle Dennis, Kommission RSO: Mit den Artikeln 55 und 56 kommen wir zu einem Kernstück der neuen Geschäftsordnung: die Kommissionen des Stadtrates. Mit der

neuen Stadtordnung, welche nun in Kraft ist, haben wir eine Rechtsgrundlage für vorbereitende Kommissionen neben der GPK geschaffen. Die Schaffung vorbereitender Kommissionen wurde mittels einer Kann-Formulierung in die Stadtordnung aufgenommen. Wird diese Möglichkeit nicht wahrgenommen, fallen die Aufgaben wie bisher der Aufsichtskommission, der bisherigen GPK, zu. Diese Kann-Option gilt es nun wahrzunehmen.

Vorgesehen ist ein Modell mit drei vorbereitenden Kommissionen, welche thematisch gegliedert werden sollen und sich an den gemeinderätlichen Direktionen und der Anzahl Geschäfte orientieren. Anhand dieser Kriterien schlägt die Kommissionsmehrheit folgende drei vorbereitenden Kommissionen für den Bieler Stadtrat vor: Eine Kommission Bau, Energie und Umwelt sowie Präsidiales, eine Kommission Soziales und Sicherheit sowie Bildung, Kultur und Sport und eine Finanzkommission. Mit letzterer ist nicht die aktuell befristete, mit speziellem Auftrag eingesetzte Finanzkommission gemeint, sondern eine vorbereitende Kommission, welche wie die beiden anderen, die Geschäfte der Finanzdirektion betreuen soll. Entsprechend würde diese Kommission anstelle der aktuell eingesetzten Finanzkommission treten. Die Kommission RSO diskutierte die genaue Ausgestaltung der Kommissionen, wie beispielsweise die Anzahl Mitglieder oder Abgrenzungsfragen. Die Kommission RSO ist zum Schluss gekommen, dass sie diese Fragen nicht auf der Stufe der Geschäftsordnung regeln möchte, sondern in den jeweiligen Pflichtenheften der einzelnen eingesetzten Kommissionen. Dies ermöglicht eine grössere Flexibilität, falls sich in der Praxis Anpassungen aufdrängen. Mit dem Modell der vorbereitenden Kommissionen nach festgelegten Themen werden die Anliegen verschiedener Vorstösse aufgenommen. Die vorgeschlagene Lösung bündelt Themenbereiche und will dadurch vermeiden, dass eine grosse Anzahl von Kommissionen zu einzelnen Themenfeldern geschaffen werden. Mit dem neuen Modell folgt die Kommissionsmehrheit der Praxis eines Grossteils der Schweizer Gemeinden. In Städten von vergleichbarer Grösse wie Biel sind vorbereitende Kommissionen der Normalfall. In kleinen Gemeinden ist es gang und gäbe, dass neben Parlament oder Gemeindeversammlung Geschäfte aus verschiedenen Themenbereichen in Kommissionen vorbereitet werden. Die bisherige Bieler Regelung, nach welcher eine einzige ständige Kommission mit Generalisten sämtliche Geschäfte der Exekutive beurteilt, stellt in der Schweizer Politlandschaft einen Sonderfall dar. Mit den drei vorbereitenden Kommissionen werden Instrumente für eine verstärkte Mitsprache geschaffen.

In Biel sind in den letzten Jahren verschiedene Projekte in der Volksabstimmung gescheitert. Durch den frühzeitigen Einbezug der politischen Kräfte, welche die Projekte auch vor dem Volk vertreten müssen, werden Geschäfte länger politisch begleitet und können frühzeitig beeinflusst werden. Letztendlich können die Kommissionsmitglieder auch Botschafter für die Sache werden und das Projekt sattelfest vertreten. Die Kommissionsarbeit führt zu Kontakten mit Experten und der Verwaltung und ermöglicht einen besseren und spannenden Einblick in das Funktionieren unserer Stadt. In einer Kommission tritt das Parteibuch auch einmal in den Hintergrund. Gerade Personen, welche mit ihren Anliegen im Stadtrat oft auflaufen, haben im kleinen Kreis die Chance, ihre Anliegen ausführlich darzulegen und dafür Unterstützung gewinnen zu können. Viele Parlamentarierinnen und Parlamentarier, die ich kenne, sagen, das Interessanteste am Parlamentsmandat sei die Arbeit in den Kommissionen.

Die Kommissionsmehrheit der Kommission RSO ist überzeugt, dass der Stadtrat mit dem Modell der vorbereitenden Kommissionen gestärkt, die Mitwirkung und Begleitung

von Projekten verbessert und somit letztlich auch die Akzeptanz des Bieler Politikbetriebs erhöht werden kann.

Suter Daniel, Commission RRV : Dans ma première intervention, j'ai répondu à ce que l'orateur de la majorité de la commission vient de dire, mais l'essentiel est aussi résumé dans le rapport présenté. Je constate, avec un étonnement et presque un peu de désespoir, le fait qu'on ne peut pas se comprendre. En effet, lorsque l'orateur de la majorité de la commission évoque, par exemple, le fait de créer des cahiers des charges pour ces commissions consultatives nous démontre qu'il n'a clairement rien compris à mes propos. On parle de commissions *consultatives* et donc leur devoir sera de traiter une affaire présentée par le Conseil municipal afin de venir donner son avis de *consultation* au Conseil de ville, lorsqu'il traitera cette affaire. Un cahier des charges est donc inutile pour ce genre de devoir. Les trois commissions que la majorité de la commission veut instaurer n'auront pas de cahier des charges inventées par qui que ce soit, parce que ce sont des commissions de *consultation* au sens de l'article 54 ou 53 du règlement de la Ville. Ce soir, nous discutons donc de répartir la fonction de consultation, actuellement exercée par la commission de surveillance à trois commissions distinctes.

Je ne comprends pas comment un tel système peut être proposé et cela en plus par une personne qui porte l'épithète libéral. Il s'agit d'une proposition aux antipodes d'une idée libérale du fonctionnement de l'Administration.

Les commissions dont parle le rapporteur de la majorité de la commission, sont des commissions *spéciales*, qui travaillent avec le Conseil municipal. On voit que cela fonctionne très bien avec la commission des finances, par exemple. Toutefois, l'objet que nous traitons actuellement ne parle pas de ce genre de commission mais bien d'une commission de consultation et de surveillance.

L'unique question que l'on doit se poser ce soir est de savoir si on souhaite continuer avec une seule commission chargée de la consultation et de la surveillance ou non.

Schüpbach Manuel, Grüne: Zwei neue Kommissionen, heisst auch, dass irgendwelche Leute dort mitmachen müssen. Das Parlament soll möglichst Männer, Frauen, Trans, etc. gleichberechtigt abbilden, dazu kommen die Sprachen und die politischen Meinungen. Je höher der Aufwand ist, je mehr Kommissionen wir haben, desto mehr werden Leute abgeschreckt, die beispielsweise nicht wie ich die Flexibilität haben, selbstständig über ihre Zeit verfügen zu können. Denken Sie beim Abstimmen darüber nach.

Urweider Vera, parteilos: Etwas, das ich im ersten halben Jahr im Stadtrat feststellen musste, war, dass ein Geschäft manchmal zeitlich so knapp vorgelegt wird, dass es entweder einfach durchgewinkt oder nur mit einem Rückweisungs- oder Änderungsantrag beeinflusst werden kann. Der Spielraum ist dadurch sehr klein. Wir wissen alle, dass eine Rückweisung häufig nur noch höhere Kosten und eine Verzögerung bewirkt. Mehrere vorberatende Kommissionen bedeuten auch mehr Personal, aber es bedeutet vor allem mehr Verantwortung, mehr Mitspracherecht und mehr Spielraum. Das entsprechende Knowhow schon früh einfließen zu lassen, kann vorteilhaft sein. Von dem her glaube ich nicht, dass sich niemand für den Einsitz in eine Kommission findet. Die verschiedenen Kommissionen werden thematisch sortiert und interessierte Stadtratsmitglieder lassen sich für Themen aus dem eigenen Interessengebiet sicherlich finden. Ich würde mich freuen, wenn ich, je nach Thema schon ein bisschen früher mitdiskutieren kann. Gerade die vorbereitende Arbeit in der Kommission RSO für den

heutigen Abend beispielsweise hat mir gezeigt, wie trocken, aber durchaus spannend die Kommissionsarbeit sein kann. Darum bin ich für die Schaffung mehrerer vorbereitender Kommissionen und folge damit der Kommissionsmehrheit. Ich lade Sie ein, dem Antrag ebenso zu folgen.

Schneider Sandra, SVP: Wie Sie wissen, darf ich auch im Kantonsparlament tätig sein. Ich kann Ihnen sagen, dass ich anfangs erschrocken bin. Im Gegensatz zum Grossen Rat hatten wir damals im Stadtrat keine Sitzungsprotokolle und konnten nicht elektronisch abstimmen. Jetzt können wir das, Gott sei Dank. Mich hat vor allem der Vergleich schockiert. Debatten werden in Biel nicht über Video übertragen und wir haben nur eine einzige Aufsichtskommission oder dann jeweils Spezialkommissionen. Verglichen mit anderen Parlamenten müssen wir hier vorwärts machen. Drei vorbereitende Kommissionen bedeuten mehr Personal, wie meine Vorrednerin ausgeführt hat, aber es bedeutet auch, dass wir unsere Arbeit als Parlamentarier wahrnehmen. Heute zählt die Aufsichtskommission sieben Mitglieder. Wir sind aber 60 Stadtratsmitglieder. Nach meinem Verständnis kann es nicht sein, dass nur sieben bis neun Leute in die Geschäfte involviert sind, sie kontrollieren und die Verantwortung übernehmen. Aus diesem Grund ist unsere Fraktion dafür, der Kommissionsmehrheit zu folgen und für mehr Kommissionen einzustehen. Die Arbeit in Kommissionen gehört zu unseren Aufgaben und diese müssen wir wahrnehmen. Die Geschäfte können in einer Kommission viel besser vorbereitet werden und ich bin überzeugt, dass damit viel bessere Diskussionen während den Stadtratsdebatten entstehen. Ich mache Ihnen deshalb beliebt, hier der Kommissionsmehrheit zu folgen.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Nous allons donc passer au vote. Dans un premier temps, nous voterons sur la proposition subsidiaire de la minorité de la commission qui a été défendue par Daniel Suter, à savoir de créer une seule nouvelle commission consultative, face à la proposition de la majorité de la commission qui a été défendue par Dennis Briechle, avec trois nouvelles commissions consultatives. La proposition qui l'emportera sera confrontée à la proposition de la minorité de la commission qui veut le statu quo, avec la commission de surveillance comme seule commission consultative.

Vote

- Opposition de la proposition subsidiaire de la minorité de la commission (de créer une seule nouvelle commission consultative) à la proposition de la majorité de la commission (avec trois nouvelles commissions consultatives)

La proposition subsidiaire de la minorité l'emporte et est acceptée.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Je cède la parole à Monsieur Christophe Schiess qui souhaite encore s'exprimer. Ensuite nous passerons au vote sur la proposition subsidiaire de la minorité (une seule nouvelle commission consultative) contre la proposition de la minorité de la commission (statu quo).

Schiess Christophe, au nom du Groupe Les Vert·e·s: Je saisis l'occasion de remercier la commission RSO pour son grand travail afin de nous présenter ce rapport qui nous a permis de nous préparer aux discussions de ce soir. Concernant l'objet que nous traitons actuellement, on a pu trouver dans la version électronique de ce rapport des liens vers d'autres villes où il existe des commissions consultatives. On constate

que Winterthur, qui a aussi un parlement avec 60 parlementaires, comme ici à Bienne, à une « Aufsichtskommission », quatre « Sachkommissionen » et une « Spezialkommission ». Il y a donc un total de 57 sièges de commissions à occuper. Prenons maintenant l'exemple de Neuchâtel, 41 membres du Parlement, une longue liste de commissions et 84 sièges de commissions à occuper.

A Bienne, on est d'accord que le nombre de sièges à occuper est moindre, mais avec le système présenté, je vois une mise en péril du système de milice. Lorsque je discute avec mes voisin(e)s ou avec des connaissances, je remarque que les gens sont attachés à ce système de milice. C'est-à-dire qu'ils sont attachés à ce que nous soyons aussi ancrés dans la vraie vie, c'est-à-dire que nous ayons une vie familiale et/ou une vie professionnelle. Je pense que nous sommes beaucoup dans cet hémicycle à devoir nous lever tôt demain matin pour travailler. On a déjà en moyenne trois soirées par mois où nous donnons de notre temps pour notre Ville.

Pour moi, il y a aussi, ça a été évoqué par d'autres personnes, un problème de disponibilité. Je me demande si c'est réaliste de vouloir occuper tous ces sièges ? Il existe déjà des organes consultatifs, des commissions temporaires, il y en aura peut-être des nouvelles. A chaque pouvoir son rôle ! Si un projet n'est pas bon, il nous est possible d'amender, de renvoyer ou de refuser.

Je pense qu'à l'heure actuelle, ce qui serait en premier lieu important, c'est de mieux valoriser le travail de base des parlementaires. Pour encore mieux faire notre travail, il nous faudrait une meilleure rémunération. Parce que là aussi, Bienne est un « Sonderfall ». A Bienne, on est clairement mal payé ! J'aimerais quand même dire, puisque je parle pour notre groupe, qu'une minorité de notre groupe est tout de même pour ces commissions consultatives. Notamment parce que cela peut favoriser la recherche de consensus et augmenter les chances d'approbation de sujets complexes ou contreversés. Es kann auch Kompetenzen für die einzelnen ParlamentarierInnen entwickeln. Vous voyez, je ne suis pas très convaincu à amener ces arguments, mais je me dois de le faire pour être transparent. En résumé, la majorité de notre groupe est pour le statu quo, mais avec une augmentation du nombre de membres de la Commission de surveillance.

Meier Julian, Fraktion SP/JUSO: Wir haben in unserer Fraktion zu diesem Thema lange und spannende Diskussionen geführt. Wir sind auch der Meinung, dass mehr Kommissionen die Qualität des Ratsbetriebs verbessern und zu einem guten Stück auch professionalisieren. Da sind wir aber bei einem kritischen Punkt angelangt. Ich bin Co-Präsident der Gesamtpartei der SP hier in Biel und weiss, dass alle Parteien und Fraktionen zunehmend Schwierigkeiten haben, alle Posten zu besetzen. Diese Problematik kennen wir, gerade auf kommunaler Ebene. Care-Arbeit, Lohnarbeit und politisches Engagement unter einen Hut zu bringen, wird immer schwieriger. Da stimmen Sie mir sicher zu.

Es ist der Fraktion SP/JUSO ein Anliegen, dass möglichst vielen Menschen ein möglichst einfacher Zugang zum Stadtrat realistisch ist. Es soll kein Privileg sein, hier im Parlament mitzubestimmen. Es wurde das Beispiel von vorberatenden Kommissionen in anderen Gemeinden erwähnt. In diesen Gemeinden gibt es aber häufig gar kein Parlament. Dort werden Menschen in die Kommissionen gewählt, beispielsweise in die Baukommission, die kein anderes Mandat haben. Das ist natürlich sinnvoll. Wir sind uns in der Fraktion aber einig, dass nichtständige Kommissionen wie die Finanzkommission die Arbeit des Stadtrats ebenfalls sehr verbessern. Diese Kommissionen

haben einen weiter gefassten Auftrag und können damit auf strategische Entscheidungen des Gemeinderats einwirken. Deshalb werden wir übrigens eine Motion einreichen, um eine nichtständige Kommission zu Fragen der Mobilität und Infrastruktur zu schaffen. Wir werden uns heute aber, mit einigen Enthaltungen, dem Status Quo anschliessen.

Suter Daniel, PRR : Je suis content d'avoir enfin entendu quelqu'un qui m'a compris et cela me réjouit vraiment ! Il est vrai que vous pouvez créer toutes les commissions spéciales que vous voulez. Mais elles ne seront jamais des commissions de consultation ni de surveillance. Nous en avons déjà une qui fait très bien son travail.

Sprenger Titus, Fraktion Grüne: Ich bin zwar als Einzelsprecher hier, aber natürlich gewissermassen auch als Präsident der aktuellen Aufsichtskommission. Mehr Kommissionen bedeutet nicht schnellere Prozesse und schnellere Berichte durch den Gemeinderat oder mehr Zeit für die Beratung. Vorab möchte ich unterstreichen, dass die Aufsichtskommission gute Arbeit leistet, auch wenn es nur sieben Personen sind. Ich habe vorhin etwas von Privilegien und viel Macht gehört. Ich empfinde es mehr als eine Aufgabe oder als eine Pflicht, die Berichte des Gemeinderates kritisch zu prüfen und eine Einflussnahme ist da gleich null. Wir haben vielleicht ein bisschen häufiger Kontakt mit den Gemeinderatsmitgliedern und Mitarbeitenden der Verwaltung, aber das steht Ihnen auch zu. Sie haben auch die Möglichkeit, direkt nachzufragen, zu intervenieren und zu prüfen. Die heutige Aufsichtskommission hat nicht unbedingt mehr Macht. Vielleicht gibt es hin und wieder ein Dokument, dass aus Gründen der Vertraulichkeit ausschliesslich wir sehen dürfen, aber so gross unterscheiden sich die Aufgaben oder die Rechte nicht.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : A priori, il n'y a plus d'oratrices ou d'orateurs, donc nous allons passer au vote. Nous allons opposer la proposition subsidiaire d'une minorité de la commission qui a été acceptée tout à l'heure, c'est-à-dire une seule nouvelle commission de consultation, à la proposition qui veut maintenir le statu quo. Donc, celles et ceux qui soutiennent la proposition subsidiaire votent « oui », celles et ceux qui préfèrent le statu quo votent « non ».

Vote

- Opposition de la proposition subsidiaire de la minorité de la commission (une seule nouvelle commission de consultation) à la proposition de la minorité (maintien du statu quo, la commission de surveillance reste la seule commission de consultation)

La proposition de la minorité l'emporte et est acceptée (la commission de surveillance reste la seule commission de consultation).

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Nous arrivons au terme de cette discussion. A priori, il n'y aura pas de deuxième lecture, donc nous pouvons directement passer à la délibération et au vote sur l'arrêté, qui fixe les modalités de l'entrée en vigueur de ce nouveau règlement.

Vote final

Vu le rapport de la Commission RRV du 3 juillet 2025, vu l'art. 42, al. 2, let. a, du Règlement de la Ville du 3 mars 2024 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête** :

- I. Il approuve en première lecture la révision totale du règlement du Conseil de ville de Bienne, dans sa version du 3 juillet 2025.
- II. Les interventions parlementaires suivantes en lien avec la révision totale du règlement du Conseil de ville de Bienne sont radiées du rôle comme étant réalisées:
 - Motion 20150339, CDG, « Radiations du rôle de motions et postulats »
 - Postulat interpartis 20150257, Max Wiher, Groupe PVL, Stefan Kaufmann, Groupe FDP/PRR/EVP/EDU, Andreas Sutter, Groupe PPB/PDC/PBD, « Débats parlementaires plus efficaces »
 - Postulat 20110313, Andreas Bösch, Les Verts Bienne, « Prise de connaissance positive ou négative par le Conseil de ville »
 - Postulat interpartis 20200364, Tennenbaum Ruth, Passerelle, Sprenger Titus, Passerelle, Augsburger-Brom Dana, Passerelle, Heiniger Peter, POP, « Mettre en place une commission permanente des finances du Conseil de ville »
 - Postulat interpartis 20210052, Steinmann Alfred, SP, van der Meer Marion, Les Vert·e·s, Schlup Nina, JS, Kilezi Ruth, PSR, Heiniger Peter, POP, Bohnenblust Peter, FDP, Suter Daniel, PRR, « Création d'une commission des transports au Conseil de ville »
 - Postulat 20210218, Hamdaoui Mohamed, Le Centre, « Ne plus confondre urgence et précipitation ! »
 - Motion 20160030, Alfred Steinmann, Groupe socialiste, « Supprimer l'assermentation des membres du Conseil de ville »
- III. Le règlement du Conseil de ville de Bienne du 3 juillet 2025 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026.

8. 20250210 Arrêté du Conseil de ville du 21 mars 1996 concernant le transfert de compétence quant aux engagements de cautionnement liés aux prêts de formation (RDCo 4.3.5-1.1) / Abrogation

Suter Daniel, au nom de la Commission RRV : La révision totale du règlement du Conseil de ville de Bienne a permis d'identifier cet arrêté du Conseil de Ville du 21 mars 1997, concernant le transfert de compétences quant aux engagements de cautionnement liés aux prêts de formation. Cet arrêté est incompatible avec les règles concernant la délégation des pouvoirs décisionnels de notre nouveau règlement du Conseil de ville, comme il l'était d'ailleurs déjà contre celles de l'ancien règlement. Non conforme

au droit cantonal, il est étonnant qu'il ait survécu tout ce temps. Le moment est définitivement venu de l'abroger, c'est en tout cas ce que la Commission RSO vous recommande de faire à l'unanimité.

Vote

Vu le rapport de la Commission RRV du 7 mai 2025, vu les art. 98 et 100 du Règlement de la Ville du 3 mars 2024 (RDCo 1.0-1), en relation avec l'art. 46 de l'ordonnance cantonale du 16 décembre 1998 sur les communes (RSB 170.111), le Conseil de ville de Bienne **arrête** :

L'arrêté du Conseil de ville du 21 mars 1996 concernant le transfert de compétence quant aux engagements de cautionnement liés aux prêts de formation (RDCo 4.3.5-1.1) est abrogé.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Cet arrêté est abrogé et je vous propose ainsi de continuer avec le prochain sujet, relativement sensible.

9. 20250196 Numérisation du Parlement : plateforme pour le Conseil de ville de Bienne / Crédit d'engagement

Briechle Dennis, 2. Vizepräsident: Mit dem Projekt digitale Parlamentsplattform soll ein langjähriger Wunsch des Stadtrates erfüllt werden. Mit der Parlamentsplattform sollen die Mitglieder des Stadtrates, das Ratssekretariat, die Verwaltung und nicht zuletzt auch die Öffentlichkeit ein zeitgemässes Arbeitsinstrument erhalten, wie es bereits in diversen Städten und Gemeinden im Einsatz ist. Für die Implementierung dieser Plattform beantragt das Stadtratsbüro einen Kredit von CHF 200'000. Das Geschäft der digitalen Parlamentsplattform reiht sich ein in das Gesamtprojekt der Digitalisierung des Parlaments. Den ersten Teil haben wir bereits im letzten Jahr umgesetzt: Es betraf die Abstimmungsanlage im Stadtratssaal. Die digitale Parlamentsplattform ist der zweite Teil dieses Gesamtprojektes. Für die Einführung einer Parlamentsplattform wurden drei Varianten in Betracht gezogen:

1. der Verzicht auf eine solche Plattform,
2. eine bestehende Lösung zu übernehmen oder
3. eine individuelle Lösung für Biel umzusetzen.

Entschieden wurde, die Variante 2 weiter zu verfolgen, also eine bestehende Lösung in Biel einzuführen. Diese Variante hat sicherlich den Vorteil, dass Risiken reduziert werden. Die wichtigste Funktion der Plattform ist das Dokumentenmanagement des Stadtrates. Eine systematische Ablage für sämtliche Dokumente und Unterlagen, mit welchen wir arbeiten, soll geschaffen werden mit einer umfassenden Such- und Filterfunktion zur Geschäftsverwaltung und Fristenkontrolle. Für jedes Geschäft soll jederzeit der Stand, Beschluss sowie die Fristen einsehbar sein. Zudem hat diese Plattform eine Schnittstelle zur Protokollierungssoftware, welche wir bereits eingeführt haben und allenfalls ein Videostreaming erlaubt. Die Plattform wird ausserdem über eine Schnittstelle auf der Webseite zugänglich sein und ermöglicht die Übersicht über die

laufenden Geschäfte im Stadtrat und die gefällten Beschlüsse. Ich wage zu sagen: Endlich soll es so weit sein. Für den Betrieb der Parlamentsplattform hat das Stadtratsbüro 2024 eine Ausschreibung lanciert. Initial hatten sich mehrere Anbieter gemeldet, schlussendlich sind allerdings nur zwei Offerten eingegangen. Die Abteilung Informatik und Logistik hat einen Einblick in beide Angebote erhalten. Grundsätzlich hatten beide Anbieter Erfahrung mit dem Betrieb solcher Plattformen und sie wären grundsätzlich wohl beide tauglich gewesen. Das Angebot der Firma «Fabasoft 4Teamwork» hat sich allerdings sowohl betreffend der Benutzerführung als auch der Zweisprachigkeit besser präsentiert. Letztendlich war es auch betreffend Preis vorteilhafter, so dass der Entscheid eindeutig zugunsten von «Fabasoft 4Teamwork» gefällt wurde.

Ein kurzes Wort zum Anbieter Fabasoft: Das Unternehmen wurde 2003 in Bern gegründet und hat heute 40 Mitarbeitende. Seine Produkte sind für Parlamentsplattformen oder generell die Verwaltung von Parlamentsbetrieben. Die Firma ist an verschiedenen Orten im Einsatz beispielsweise im Kanton St. Gallen, in der Stadt Zug oder in der Stadt Freiburg. Wahrscheinlich kommt es daher, dass betreffend Zweisprachigkeit dieses Angebot das überzeugendere war. Es gibt weitere Kantone und Städte, wie die Kantone Solothurn oder Appenzell Innerrhoden oder die Stadt Winterthur, welche diese Plattform ebenfalls einführt.

Ein Wort noch zu den Kosten. Mir wurde zugetragen, dass der Bericht nicht verständlich ist. Im Bericht ist die Beschaffungssumme von CHF 361'000 aufgeführt, gleichzeitig beantrage das Stadtratsbüro allerdings einen Kredit von nur CHF 200'000. Diese Kreditsumme umfasst die Projektierung, die Konzeptionierung, die Implementierung, das Testen, die Schulung sowie die Schaffung der Schnittstellen zu bestehenden Plattformen und die Migration der Unterlagen. Kurz, es geht bei diesem Kredit um die Einführung dieser Plattform. Für den Betrieb, die Lizenzierung und die Nutzung fallen danach jeweils CHF 50'000 pro Jahr an. Für allfällige Weiterentwicklung sind zusätzlich CHF 10'000 vorgesehen. Diese werden dann über das Budget des Parlamentssekretariats abgerechnet. Die Kreditsumme von CHF 361'000 erklärt sich so, dass die Vergabe sowohl die Einführung der Plattform als auch den Betrieb über die ersten fünf Jahre umfasst.

Zwischen Stadtratsbüro und Parlamentssekretariat fand kürzlich ein Austausch über das Projekt statt, sodass ich den Stand aus dem Bericht leicht aktualisieren kann. Vorgesehen ist, dass im November und Dezember 2025 das Detailkonzept erarbeitet werden soll. Im Januar 2026 soll die Realisierung von Schnittstellen mit bestehenden Plattformen erfolgen sowie die Schulung der Power-User, also primär der Mitarbeitenden des Parlamentssekretariats, welche die Verwaltung der Plattform übernehmen. Im Februar bis März 2026 erfolgt dann die Schulung oder die Information der einzelnen Stadtratsmitglieder, so dass im April 2026 die Plattform in Betrieb genommen werden kann.

Wie eingangs erwähnt, entspricht dieses Projekt einem mehrfach durch den Stadtrat geäußerten Anliegen. Der Stadtratsbüro ist überzeugt, dass mit diesem Produkt der Ratsbetrieb deutlich verbessert werden kann und dass unsere Arbeit auch für die Öffentlichkeit nachvollziehbarer wird.

Schüpbach Manuel, Fraktion Grüne: Ich mache es kurz, die Vorteile der neuen Lösung hat mein Vorredner sehr gut beschrieben., Ich erwähne an dieser Stelle, dass es sich um eine bewährte Standardlösung eines Berner Anbieters, «swiss made», mit zweisprachigem Support handelt. Die Plattform deckt die wesentlichen Bedürfnisse des

Stadtrats und des Parlamentssekretariats ab. Wir mögen speziell sein, aber dann eben doch nicht so speziell und wenn doch, ist die Lösung so aufgebaut, dass wir diese in Zukunft bei Bedarf teils eigenständig anpassen und erweitern können. Somit ist eine teure individuelle Entwicklung mit längerer Umsetzungszeit nicht opportun. Ein wichtiger Punkt ist Datenschutz und Datensicherheit. Die Plattform läuft in einer Schweizer Cloud und erfüllt hohe Anforderungen an den Datenschutz und die Datensicherheit. Nur ein kleiner Teil der verarbeiteten Daten ist nach meiner Kenntnis sensibel, das sind beispielsweise die Protokolle der Kommissionssitzungen.

Wir begrüßen das Projekt, es erleichtert ja auch unsere Arbeit. Damit die Lösung den tatsächlichen Bedürfnissen entspricht, ist für uns entscheidend, dass wir als künftige Nutzerinnen und Nutzer eng in die Umsetzung eingebunden werden.

Rodriguez Ugolini Julian, Fraktion SP/JUSO: Die Fraktion SP/JUSO dankt dem Stadtratsbüro für den vorliegenden Bericht. Wir freuen uns auf das neue System, welches unseren Parlamentsbetrieb endlich ins aktuelle Jahrzehnt katapultieren wird. Uns ist vor allem die verbesserte Transparenz gegenüber der Bevölkerung, die einfachere Zugänglichkeit bei Recherchen von Journalistinnen oder Historikern wichtig. Die einfachere Handhabung für uns ParlamentarierInnen hat Priorität. Wir freuen uns, dass wir uns bald nicht mehr mit den verlinkten PDF-Dateien herumschlagen müssen und einfacher herausfinden können, wie etwas vor unserer Zeit in diesem Parlament abgelaufen ist. Auch hoffen wir, dass das Parlamentssekretariat damit auch in der Praxis entlastet werden kann.

Nicht ganz alles ist aber so rosig. Cloud-Lösungen sind zwar weit verbreitet und kommen immer mehr zum Einsatz, doch nur weil sich ein Geschäftsmodell in der IT immer stärker verbreitet, heisst das nicht, dass es sich in allen Fällen am besten eignet. Vertrauliche Daten werden auf fremden Servern gespeichert, Dritte haben potenziell darauf Zugriff und die Einhaltung des Datenschutzes wird weniger eng von der Verwaltung kontrolliert. Zudem entsteht eine starke Abhängigkeit gegenüber dem Anbieter. Dieser kann ein Angebot ändern, verteuern oder ganz einfach nicht weiter anbieten. Ganz zu schweigen von einem Konkurs des Anbieters, welcher dazu führen kann, dass die Daten auf dem System plötzlich nicht mehr zugänglich sind oder nur mit grossem Aufwand aus einer Datenbank extrahiert werden müssen, um sie in ein Nachfolgesystem zu übertragen. Da diese Umzüge auf neue Systeme oft teuer sind, sind Vertragskündigungen auch bei starken Preisanstiegen kaum zu rechtfertigen. Mir ist aktuell jedoch kein Fall bekannt, bei welchem diese Aspekte der Stadtverwaltung in der Vergangenheit zum Verhängnis wurden. Es ist klar, dass hier die Vorteile einer Standardlösung auf der anderen Seite höhere Risiken bedeuten, auch wenn viele dieser Risiken vertraglich etwas minimiert werden können. Nichtsdestotrotz werden wir dem Geschäft zustimmen, weil wir der Meinung sind, dass diese Risiken insgesamt durch die Vorteile gerechtfertigt sind.

Moeschler Marie, au nom du Groupe PSR : Je vous ai bien écoutés et vous remercie pour les arguments apportés en faveur de ce projet. J'ai mieux compris le rapport grâce à vous. Néanmoins, je dois le dire, pour moi, il s'agit simplement d'un canal supplémentaire pour nous, parlementaires, et cette solution était adressée à nous, avant la population. Un canal supplémentaire, toujours plus de canaux à vérifier, sur lesquels il faut agir et réagir, et vite bien sûr. Je ne parle même pas des coûts que toutes ces solutions informatiques et numériques engendrent, ça me fait très peur. Ce que j'aimerais vous dire, c'est que dans ce rapport, il nous est dit que ce projet a aussi pour but

une utilisation consciente et plus respectueuse des ressources dans le quotidien de l'Administration, car le travail sur papier diminue.

Pour rappel, on vient toutes et tous de dépenser de l'argent personnel pour s'acheter des tablettes ou ordinateurs pour pouvoir lire nos rapports puisque nous ne recevons plus de papiers depuis 8 mois. Alors pourquoi utiliser cet argument dans ce rapport ? Quand ce dernier a-t-il été rédigé ? Je conclurai ainsi, Contrairement à ce qui nous est dit dans le chiffre 10 du rapport, l'empreinte carbone numérique représente 8% de la consommation totale d'électricité dans notre pays. À l'échelle mondiale, la pollution numérique représente 3,8% des émissions mondiales de gaz à effet de serre et la pollution numérique est deux fois pire que celle de l'aviation. A bon entendeur, je vous remercie.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : A première vue, il n'y a plus d'orateurs ni d'oratrices. Nous passons au vote.

Vote

Vu le rapport du Bureau du Conseil de ville du 10 juin 2025, vu l'art. 44, al. 3, du Règlement de la Ville du 3 mars 2024 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête:**

1. En vertu de l'art. 10 du règlement des finances (RDCo 6.2-1), il approuve le crédit d'engagement n° 28010.1601 d'un montant de 200'000 fr. pour la nouvelle plateforme du Conseil de ville de Bienne. Tout dépassement de crédit consécutif au renchérissement ou à une hausse de la taxe sur la valeur ajoutée est d'ores et déjà approuvé.
2. Pour financer les coûts d'exploitation en 2026, il approuve un crédit supplémentaire (n° 315800000.18000) de 60'000 francs à charge du compte de résultats du Secrétariat parlementaire, sous réserve de l'approbation du budget 2026 par les ayants droit au vote.
3. Il prend connaissance du fait que le budget du Secrétariat parlementaire augmentera de 60'000 fr. dès 2027 sans compensation.
4. Il radie du rôle les interventions parlementaires suivantes comme étant réalisées :
 - le postulat interpartis 20170289, Urs Käzig, Les Verts, Levin Koller, JS, Pascal Bord, PRR, « Enfin une infrastructure TI moderne pour le Secrétariat parlementaire »
 - la motion 20220028, Moeschler Marie, Groupe PSR, Stolz Joseline, Groupe PSR, Vlaiculescu-Graf Christiane, Groupe PSR, Torriani Latscha Isabelle, Groupe PSR, Boly Kady, Groupe PSR, Kilezi Ruth, Groupe PSR « Pour plus de transparence et de démocratie »
 - le postulat 20230067, Boly Kady, PSR, Moeschler Marie, PSR, Stolz Joseline, PSR, Kilezi Ruth, PSR, Torriani Latscha Isabelle, PSR, Vlaiculescu-Graf Christiane, PSR, « Mieux informer la population sur les résultats des votes au Conseil de Ville »

5. Le Conseil municipal est chargé de l'exécution, en collaboration avec le Bureau du Conseil de ville. Il est en outre habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable. Le Conseil municipal, en collaboration avec le Bureau du Conseil de ville, est habilité à procéder à des modifications de projet s'avérant nécessaires ou indispensables, dans la mesure où elles ne changent pas le caractère global du projet.

Hamdaoui Mohamed, président du Conseil de ville : Le point suivant devrait être défendu par le Conseiller municipal en charge des finances qui ne sera là que demain. Ensuite, nous traiterons des affaires de crédit. Je vous suggère donc, à moins qu'il y ait une motion d'ordre qui demande l'inverse, d'interrompre aujourd'hui les discussions et de continuer demain. Il n'est pas exclu, ça dépend aussi un peu de vous, que nous puissions terminer sans pause demain, surtout que la quasi-totalité des interventions parlementaires émanent d'un élu qui, depuis plusieurs séances, ne met plus les pieds ici, sans s'excuser. Sachez que le Bureau du Conseil de ville va s'emparer de ce cas et quand je dis « ce cas », c'est dans tous les sens du mot. Pour conclure, j'aimerais simplement dire un immense merci aux membres de la Commission RRV dans son ensemble, à son président qui a fait un boulot de dingue, mais également au secrétariat parlementaire, qui a bossé dur pour que ce projet soit intelligible. S'il n'y a pas de motion d'ordre, la séance est levée. Bonne nuit.

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 22.30 heures / Uhr

Der Stadtratspräsident / Le président du Conseil de ville :

Mohamed Hamdaoui

La secrétaire générale adjointe du secrétariat parlementaire /
Die stellvertretende Generalsekretärin des Parlamentssekretariats:

Isabelle Egger

Protokoll:

Rita Flückiger

Nathalie Scheurer

Procès-verbal:

Floriane Pinto Bernardino